



fives

INDUSTRY CAN DO IT

2020
RAPPORT FINANCIER
#Exercice 2019

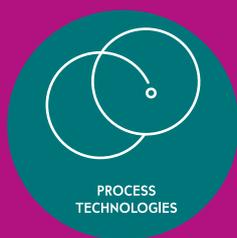
FAIRE AIMER L'INDUSTRIE

Groupe d'ingénierie industrielle, Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les plus grands industriels mondiaux.

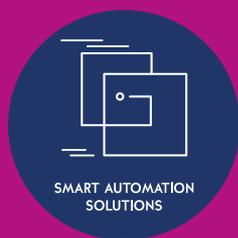
Une **expertise** dans trois grandes Activités et des compétences transversales



19%



41%



32%

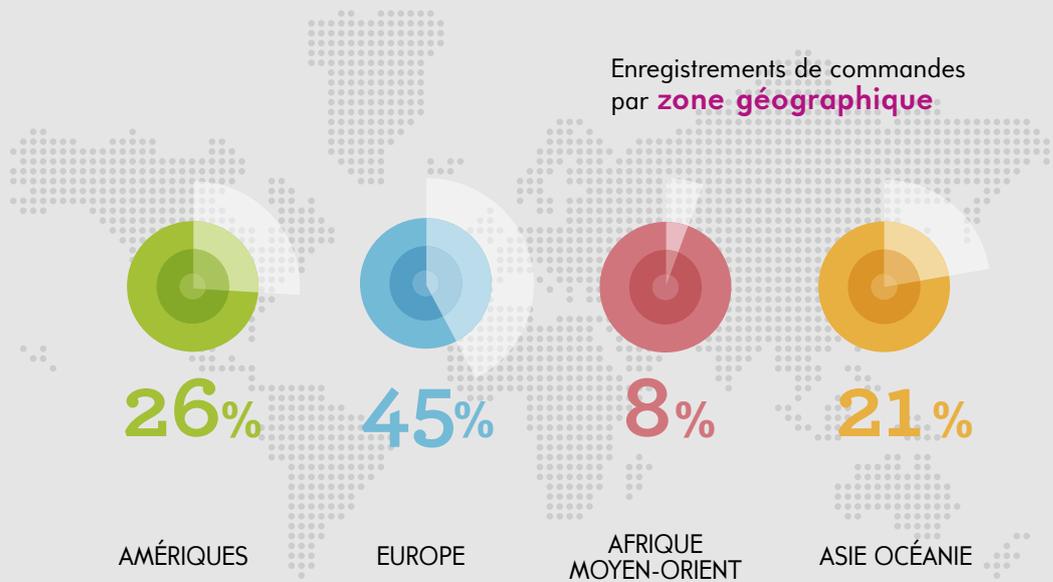
Enregistrements de commandes par **Activité**

AUTRES

8%



Enregistrements de commandes par **zone géographique**



1 999 M€
de **chiffre d'affaires**



1 841 M€
d'enregistrements de **commandes**



Plus de **8 400**
collaborateurs
dans près de 30 pays



120 M€
d'**EBITDA**



1 402 M€
de carnet de **commandes**



402 M€
de **fonds propres**



CONCEPTION

FABRICATION

INSTALLATION

SERVICE

MAINTENANCE

SOMMAIRE



3,39

taux de fréquence des
accidents avec arrêt



30

centres de tests
et d'essais



1 952 brevets

en vigueur dans 609 familles



46

nouveaux brevets
déposés en 2019



69%

 des sites
certifiés ISO 9001


79%

 des sites industriels
certifiés ISO 14001

Rapport d'activité	04
Indicateurs extra financiers	10
Gouvernement d'entreprise	16
Renseignements financiers et juridiques	20
Comptes consolidés de l'exercice 2019	23
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	62
Assemblée générale ordinaire annuelle du 14 avril 2020	64
Texte des résolutions	64

RAPPORT DE GESTION

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 14 AVRIL 2020

1. ACTIVITÉ DU GROUPE FIVES EN 2019

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

Dans un environnement économique mondial plus volatile que jamais, l'activité commerciale du Groupe en 2019 aura été marquée par plusieurs retournements de tendances.

Dans la continuité d'une année 2018 positive, et sur la base de perspectives de croissance encore solides (l'estimation du FMI, désormais à 2,9%, s'établissait alors à 3,5% pour 2019, contre 3,6% en 2018), les premiers mois se sont montrés prometteurs. Le Groupe a ainsi enregistré une forte progression de ses commandes d'équipements et de petits systèmes, sur la quasi-totalité des segments (à l'exception de l'aluminium, du ciment et de l'Activité High Precision Machines).

L'été a ensuite marqué une véritable rupture, dans le sillage des tensions commerciales et géopolitiques, et de la nervosité croissante des marchés financiers. Cette situation s'est reflétée dans l'évolution de l'indice manufacturier PMI (Purchasing Managers Index) qui, au niveau mondial, est passé en-dessous du seuil symbolique des 50 à partir du mois de mai, soit son plus bas niveau depuis plus de six ans. Dans ce contexte, les enregistrements de commandes du Groupe ont accusé un net ralentissement, tandis que de nombreuses décisions relatives à des investissements capacitaires ont été reportées par les clients.

L'évolution positive des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, les accords trouvés sur le Brexit, et le retour à des politiques monétaires accommodantes, ont enfin apporté une éclaircie en fin d'année et relancé la dynamique commerciale.

Dans cet environnement économique à la fois moins bien orienté qu'en 2018 et particulièrement erratique, les enregistrements de commandes de 2019 se sont établis à 1 841 M€. S'ils s'affichent en diminution par rapport à 2018 (2 003 M€), sous l'effet de la baisse du nombre de grands projets, ils présentent une performance record en matière d'équipements, de petits systèmes et de services.

1.2. UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DU GROUPE

Dans l'objectif d'accélérer les synergies pouvant être dégagées entre les différentes entités du Groupe, l'organisation en a été simplifiée depuis le 1^{er} juillet, autour de trois grandes Activités, qui réunissent les Divisions et business units jusque-là existantes.

- **Smart Automation Solutions:** l'Activité «*Smart automation solutions for e-commerce, courier, distribution and manufacturing*» regroupe le périmètre de l'ancienne Division Logistique et l'ancienne business unit Automation, précédemment rattachée à la Division Automobile.
- **High Precision Machines:** l'Activité «*High precision machines for advanced manufacturing*» rassemble l'ensemble de l'offre machines-outils du Groupe, à savoir les anciennes business units Grinding | Ultra Precision et Filling | Sealing (précédemment rattachées à la Division

Automobile), ainsi que l'ancienne business unit Metal Cutting | Composites (précédemment rattachée à la Division Aéronautique et Industrie).

- **Process Technologies:** l'Activité «*High performance and sustainable technologies for process industries*» rassemble les activités du Groupe à destination des segments aluminium, ciment, acier et énergie (précédemment répartis entre les trois Divisions Métal, Ciment et Énergie).
- Les activités transverses (principalement Fives Maintenance), la société Fives Nordon et les activités de holdings sont regroupées, pour des raisons de présentation, sous le libellé «Activités transverses et autres activités».

1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Smart Automation Solutions

L'Activité conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de maintenance et d'automatisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, de la distribution et de l'industrie générale.

Dans le domaine de l'e-commerce, la hausse des volumes de marchandises transportées et les contraintes associées en termes de cadences et de gestion des flux soutiennent la demande. Les principaux acteurs du marchés (sociétés de messageries express, opérateurs postaux nationaux, sociétés de commerce en ligne) ont ainsi poursuivi les programmes d'automatisation de leurs centres de tri en Europe, au Japon et en Amérique du Nord.

Sur le segment de la distribution, les acteurs de l'agro-alimentaire ou de l'habillement automatisent leurs plateformes de stockages, de même que la grande distribution, qui investit par ailleurs dans des solutions de préparation de commandes. À ce jour, l'activité du Groupe se concentre encore principalement sur le marché français, et, dans une moindre mesure, européen, mais les opportunités de croissance sont vastes.

Sur le segment de l'industrie générale, l'année a été marquée par des investissements importants dans l'automobile en Europe. Afin d'être en mesure d'élargir leurs gammes de véhicules à moteurs hybrides, les constructeurs ont en effet procédé à de nombreux revampings de leurs lignes d'assemblage et de montage.

Les enregistrements de commandes dans l'Activité Smart Automation Solutions s'établissent à 581,3 M€ en 2019. La baisse de 42,1 M€ par rapport à 2018 (623,4 M€) s'explique par le fait que contrairement à l'an dernier (et à 2017) où une commande de plus de 100 M€ avait été enregistrée, aucun projet de cette taille n'a été mis en vigueur en 2019, les affaires les plus significatives n'allant en général pas au-delà de 30 M€. La dynamique de croissance du marché se reflète donc bien dans l'activité commerciale du Groupe.

High Precision Machines

L'Activité est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et

de l'industrie générale.

La demande s'est fortement contractée sur le marché automobile, affecté, d'une part, par les niveaux d'investissements toujours faibles aux États-Unis, et désormais en Chine, et, d'autre part, par la poursuite des réflexions stratégiques autour du moteur électrique, qui a accentué la baisse d'activité sur le segment des machines de rectification d'organes mécaniques.

Dans le domaine de l'aéronautique, le gel des investissements de Boeing, consécutif aux difficultés financières engendrées par la crise du 737-Max, a porté un coup d'arrêt à la dynamique positive observée sur les premiers mois de l'année sur le marché nord-américain. L'activité commerciale est par ailleurs restée limitée en Europe, tandis que la montée en cadence attendue en Chine tarde à se concrétiser. Déjà relativement atone en 2018, ce marché n'a, ainsi, pas progressé en 2019.

Enfin, l'activité a ralenti à partir du second semestre sur le marché de l'industrie générale, en ligne avec la baisse de l'investissement manufacturier aux États-Unis et en Europe.

Les enregistrements de commandes dans l'Activité High Precision Machines s'affichent ainsi à 352,0 M€ en 2019 et baissent fortement (71,7 M€) par rapport à 2018 (423,7 M€), principalement sur le marché de l'automobile, et dans une moindre mesure dans l'industrie générale.

Process Technologies

Spécialisée dans le développement des procédés industriels, l'Activité conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier et de l'énergie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, la faible progression de la demande hors Chine, couplée à la montée en puissance des smelters récemment mis en service (au Moyen-Orient notamment), ne justifie pas le lancement de nouveaux projets capacitaires. Par ailleurs, la baisse du cours LME, qui s'est situé entre 1 700 et 1 800 dollars la tonne la majorité de l'année, retarde toute décision d'investissement de productivité. Dans ce contexte, l'activité commerciale s'est principalement concentrée sur le service, les grands acteurs ayant limité leurs enveloppes budgétaires aux seules dépenses indispensables au fonctionnement de leurs usines.

Dans le domaine du ciment, globalement surcapitaire, deux grandes dynamiques géographiques se dégagent, toutes deux peu favorables. En Europe et en Amérique, où la croissance de la demande est faible, très peu d'opportunités émergent, les acteurs internationaux historiques restant dans une logique de rationalisation de leur portefeuille et de réduction des dépenses. Dans le reste du monde, où la croissance démographique et les besoins en infrastructure sont importants (Asie et Afrique notamment), le marché, dominé par les grands cimentiers chinois, est encore peu sensible aux problématiques environnementales et énergétiques. Les décisions se prennent ainsi à des niveaux de prix rédhitoires.

Dans le domaine de l'acier, les tendances favorables observées depuis 2017 se sont confirmées, malgré les surcapacités structurelles. En Chine, le marché reste demandeur d'aciers à haute valeur ajoutée, notamment à destination de l'automobile, qu'il s'agisse d'aciers légers haute résistance (tôle) ou d'acier silicium (moteur électrique). Aux États-

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2017	2018	2019
Amériques	635,6	593,6	476,4
Asie et Océanie	345,2	533,1	382,7
Europe	785,6	749,8	836,2
Moyen-Orient et Afrique	350,6	126,3	145,4
Total	2 117,0	2 002,8	1 840,7
Dont économies matures	67%	66%	67%
Dont pays émergents	33%	34%	33%
Dont Chine	6%	12%	11%
Dont Autres	27%	22%	22%

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2017	2018	2019
Smart Automation Solutions	555,7	623,4	581,3
High Precision Machines	406,5	423,7	352,0
Process Technologies	968,6	838,7	761,4
Activités transverses et autres activités	186,2	117,0	146,0
Total	2 117,0	2 002,8	1 840,7

Unis, la mise en place d'importants droits de douanes à l'importation a redynamisé l'activité. Les producteurs locaux, ainsi redevenus compétitifs, n'hésitent pas à lancer de nouveaux projets. Enfin, en Europe, où l'investissement est surtout centré sur la recherche de gains de productivité, la qualité des technologies du Groupe lui permet de se positionner sur les projets de modernisation à l'étude.

Dans le domaine de l'énergie, l'activité commerciale s'est stabilisée sur les segments adressant le marché final de l'industrie pétrolière, dans un contexte où les cours se sont maintenus au-dessus de 60 dollars le baril à partir de fin janvier. Le Groupe est par ailleurs parvenu à se positionner sur des grands projets de traitement ou de liquéfaction de gaz naturel. Sur le segment des systèmes de combustion industrielle haute performance, les tendances restent également dans la continuité de 2018, sans rupture majeure dans les exigences d'efficacité environnementale et énergétique de la part des clients. Enfin, l'activité commerciale s'est fortement contractée dans le domaine du sucre, où l'ensemble de la filière est affecté par la faiblesse des cours.

Les enregistrements de commandes dans l'Activité Process Technologies s'affichent ainsi à 761,4 M€ en 2019, en baisse de 77,3 M€ par rapport à 2018 (838,7 M€). Cette évolution reflète des niveaux proches des plus bas historiques dans l'aluminium et le ciment, qui ne sont que très partiellement compensés par la progression dans l'acier, tandis que l'énergie (à l'exception du sucre) reste stable.

Activités transverses et autres activités

Cet ensemble regroupe les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire, principalement en France.

Dans le domaine de la maintenance industrielle, l'activité continue de progresser année après année, auprès principalement des acteurs de l'aéronautique, de la logistique et du transport.

Dans le domaine de la tuyauterie nucléaire, le niveau des commandes de travaux supplémentaires sur l'EPR de Flamanville s'est maintenu, dans un contexte où le chantier continue de se prolonger. L'activité commerciale a par ailleurs progressé dans le domaine de la maintenance nucléaire, ainsi que dans l'industrie (gaz et chimie notamment).

Au total, les enregistrements de commandes des activités transverses et autres activités s'établissent à 146,0 M€, en progression de 29,0 M€ par rapport à 2018 (117,0 M€).

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS.

Le périmètre de consolidation est identique à celui de l'exercice précédent. L'appréciation du cours moyen des principales devises fonctionnelles du Groupe (en particulier dollar et yen) par rapport à l'euro a un effet favorable sur le chiffre d'affaires (+ 40 M€) et l'EBITDA (+ 3 M€) de l'exercice 2019.

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2019

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2019 s'élève à 1 999 M€, en hausse de 48 M€ par rapport à 2018 (1 951 M€), principalement du fait de l'effet de change (40 M€). À change constant, il progresse dans l'Activité Smart Automation Solutions, et recule légèrement dans l'ensemble des autres Activités.

Marge brute

Le taux de marge brute de l'exercice 2019 s'établit à 19,3%, en progression de 0,4 point par rapport à 2018.

Frais généraux

Les frais généraux s'élèvent à 302 M€ en 2019, en baisse de 5 M€ par rapport à 2018 (307 M€), malgré un effet de change défavorable de 5 M€. À change constant, ils baissent donc de 10 M€ (- 3%), qui se décomposent en une hausse dans l'Activité Smart Automation Solutions, qui s'est structurée pour accompagner sa croissance, et une baisse de 5% sur le reste du périmètre.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels, incluant la participation et intéressement des salariés, s'établissent à - 12 M€ en 2019 et sont stables par rapport à 2018 (- 11 M€).

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'établit à 120 M€ en 2019 (6,0% du chiffre d'affaires), en hausse de 26 M€ (1,2 point) par rapport à 2018 (94 M€), dont 3 M€ d'effet de change. À change constant, il progresse ainsi de 24%.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'affiche à 56 M€ en 2019. Comme l'EBITDA, il progresse sensiblement (+ 29 M€) par rapport à 2018 (27 M€).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 38 M€ en 2019, en hausse de 20 M€ par rapport à 2018 (18 M€).

Il inclut un résultat opérationnel non-courant de - 18 M€, en baisse de 9 M€ par rapport à 2018 (- 9 M€), qui se compose :

- d'une charge de restructuration de 18 M€, au titre des différents plans de réduction des coûts opérés cette année, dont notamment deux PSE en France (sur les segments de l'aluminium - Activité Process Technologies - et de l'industrie générale - Activité High Precision Machines) et des réductions d'effectifs aux États-Unis et au Royaume-Uni (dans les activités servant le marché automobile). Pour rappel, une charge de 6 M€ avait déjà été comptabilisée en 2018 ;

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2018	2019
Chiffre d'affaires	1 950,5	1 998,9
Marge brute	367,7	386,3
Frais généraux	(306,9)	(302,3)
Autres produits et charges opérationnels (dont participation et intéressement)	(11,4)	(12,0)
Résultat opérationnel courant (EBIT)	27,3	56,0
EBITDA	94,0	120,3
Résultat opérationnel	17,9	38,0
Résultat financier	(3,0)	(11,0)
Résultat avant impôt	14,9	27,0
Charge d'impôt	(18,5)	(26,0)
Quote-part de résultat des sociétés MEE	(16,2)	(23,6)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(19,9)	(22,6)
Résultat net (part du Groupe)	(20,5)	(22,8)

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	2018	2019
Smart Automation Solutions	530,2	582,7
High Precision Machines	417,7	414,1
Process Technologies	850,1	859,5
Activités transverses et autres activités	152,5	142,6
Total	1 950,5	1 998,9

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2018	2019
Amériques	586,5	585,9
Asie et Océanie	371,1	447,8
Europe	706,4	797,4
Moyen-Orient et Afrique	286,5	167,8
Total	1 950,5	1 998,9
Dont économies matures	64%	68%
Dont pays émergents	36%	32%
Dont Chine	9%	10%
Dont Autres	27%	22%

- de dépréciations exceptionnelles d'actifs (sur les segments ayant opéré des PSE) pour 3 M€. Pour mémoire, une charge de 3 M€ avait également été comptabilisée en 2018 au titre de la cession d'un atelier dans l'acier ;
- de produits de cessions pour 4 M€ (contre - 2 M€ en 2018).

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, le résultat de change (incluant les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture), les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, ainsi que les revenus des participations. Il s'affiche en perte de 11 M€, à comparer à une perte de 3 M€ en 2018.

	2018	2019
Coût de l'endettement net	(8,2)	(11,0)
Autres éléments financiers	5,2	0
- dont résultat de change	7,5	1,7
- dont Autres	(2,3)	(1,7)
Résultat financier	(3,0)	(11,0)

Le coût de l'endettement net s'élève à 11 M€, en hausse de 3 M€ par rapport à l'exercice précédent (8 M€), du fait, d'une part, de la prise en compte sur année pleine des intérêts sur un prêt de 80 M€ contracté au deuxième semestre 2018 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement) pour financer la recherche et développement du Groupe, et, d'autre part, d'un tirage plus important sur les lignes de financement court terme.

Les autres éléments du résultat financier sont neutres. Ils baissent toutefois de 5 M€ par rapport à 2018, du fait de la baisse du résultat de change (produit de 2 M€ en 2019, contre un produit de 7 M€ en 2018). Pour rappel, le résultat de change s'explique principalement par les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts en dollars et en livres sterling consentis par Fives à ses filiales américaines et anglaises.

L'appréciation du cours de clôture (31 décembre) du dollar entre 2019 et 2018 ayant été moins importante qu'entre 2018 et 2017, le produit de change constaté en 2019 est inférieur à celui de 2018.

Impôt

La charge d'impôt totale de l'exercice 2019 s'élève à 26 M€ et se décompose comme suit :

	2018	2019
Impôt courant	(17,1)	(24,0)
Impôt différé	4,5	3,4
Charge d'impôt hors CVAE et IRAP	(12,6)	(20,6)
CVAE / IRAP	(5,8)	(5,4)
Charge d'impôt	(18,5)	(26,0)

Elle augmente de 8 M€ par rapport à 2018 (18 M€), sous l'effet de la progression de l'EBITDA et du résultat opérationnel courant.

Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence

Cette ligne comprend principalement la quote-part de résultat net du sous-groupe AddUp (joint-venture détenue à 50% par Fives et à 50% par Michelin), consolidé par mise en équivalence, qui développe et commercialise des machines et des ateliers de production industriels via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D métal).

Malgré la hausse de son chiffre d'affaires en 2019, AddUp a continué à investir significativement afin de se structurer et de poursuivre ses programmes de R&D. Sa contribution au résultat net du Groupe est ainsi une perte de - 24 M€, à comparer à une perte de - 16 M€ en 2018. L'investissement dans cette activité se poursuivra au cours des prochaines années, de façon moins soutenue toutefois, avant qu'elle n'atteigne son point d'équilibre.

Résultat net

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit en 2019 en perte de 23 M€, à comparer à une perte de 20 M€ en 2018. L'amélioration de l'EBITDA est absorbée par l'augmentation des charges de restructuration, des charges financières, de la charge d'impôt et de la perte annuelle du sous-groupe AddUp.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE EN 2020

Le Groupe termine l'année 2019 avec un carnet de clôture de 1 402 M€, soit 142 M€ en-dessous de 2018 (1 544 M€). Le taux de marge embarqué dans ce carnet est toutefois en progression de près d'un point, sous l'effet, d'une part, de la bonne exécution des projets en cours (alors qu'au début de l'exercice, une partie des affaires dont les marges avaient été dégradées en 2018 restait à écouler), et, d'autre part, d'un mix plus favorable (moins d'affaires de taille importante, à marge mécaniquement plus faible).

La baisse du carnet de commandes est par ailleurs concentrée sur les Activités Process Technologies et High Precision Machines, dont les points morts ont été abaissés au travers des actions de restructurations entreprises depuis fin 2017.

Le Groupe anticipait donc pour 2020 une progression de sa profitabilité, ainsi que des tendances positives sur les marchés de l'Activité Smart Automation Solutions, malgré le point toujours bas des segments de l'aluminium et du ciment (Activité Process Technologies), et les conséquences de la crise du 737-Max chez Boeing, dont les prévisions d'investissements sont au point mort, ce qui pèse sur l'ensemble de la filière aéronautique (segment servi par l'Activité High Precision Machines).

Au premier trimestre de 2020, est cependant survenue la crise sanitaire du Covid-19. S'il est encore trop tôt pour en mesurer précisément les impacts sur l'activité du Groupe, sa portée sera de nature à modifier les grandes tendances de l'économie mondiale.

CARNET DE COMMANDES PAR ACTIVITÉ

En millions d'€	31.12.17	31.12.18	31.12.19
Carnet de commandes au 31 décembre	1 476,6	1 543,8	1 402,1
Smart Automation Solutions	397,5	499,7	504,7
High Precision Machines	235,2	246,2	190,3
Process Technologies	715,9	706,2	611,9
Activités transverses et autres activités	128,0	91,7	95,2
Total	1 476,6	1 543,8	1 402,1

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.17	31.12.18	31.12.19
Amériques	355,8	374,5	275,7
Asie et Océanie	281,2	445,2	387,3
Europe	537,0	581,4	618,4
Moyen-Orient et Afrique	302,6	142,7	120,7
Total	1 476,6	1 543,8	1 402,1
Dont économies matures	59%	62%	61%
Dont pays émergents	41%	38%	39%
<i>Dont Chine</i>	9%	13%	14%
<i>Dont Autres</i>	32%	25%	25%

INDICATEURS EXTRA FINANCIERS

En tant que concepteur de machines, d'équipements de procédé et de lignes de production pour les plus grands groupes industriels du monde, Fives est au cœur de nombreux enjeux de développement durable auxquels l'industrie est confrontée. Pour répondre à ces enjeux de durabilité et de performance industrielle, Fives développe des produits innovants alliant efficacité énergétique, réduction des émissions et sécurité des machines.

Pour nous permettre de répondre au mieux aux demandes de nos clients et plus globalement de l'ensemble de nos parties prenantes sur ces enjeux, des indicateurs ont été définis pour piloter et suivre les évolutions du Groupe en matière sociale, environnementale, d'innovation et d'éthique. Le reporting mis en place permet de mesurer l'avancement des actions menées au sein du Groupe, et de rendre compte, régulièrement, des évolutions.

Les reportings RH (indicateurs sociaux) et Innovation sont établis sur le périmètre de consolidation financière. Le périmètre retenu pour la remontée des données Santé Sécurité, Éthique et Environnement est basé sur des critères d'effectifs et d'activité qui peuvent amener des écarts par rapport au périmètre de la consolidation financière.

INDICATEURS SOCIAUX

	2017	2018	2019	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Effectifs	8 666	8 658	8 427	1 789	4 217	1 285	1 136
Effectifs fin d'année venant d'acquisitions effectuées dans l'année	0	0	0	0	0	0	0
Effectifs fin d'année des sociétés entrant dans le périmètre consolidé	228	0	0	0	0	0	0
Nombre de recrutements (tout type de contrats)	976	1 140	950	274	408	122	146
Effectifs par genre							
Pourcentage d'hommes	85%	84%	84%	87%	84%	84%	80%
Pourcentage de femmes	15%	16%	16%	13%	16%	16%	20%
Part de femmes dans le management - total	14%	16%	17%				
Part de femmes parmi les Directeurs Généraux	1%	1%	3%				
Part de femmes dans les Comités de direction	14%	14%	15%				
Part de femmes N-2 (managers rapportant directement à un membre du comité de direction)	15%	17%	18%				
Nombre de nationalités	70	70	65				
Effectifs par tranche d'âge							
Moins de 20 ans	0%	0%	0%	1%	0%	0%	0%
de 20 à 29 ans	13%	14%	12%	13%	12%	11%	13%
de 30 à 39 ans	27%	27%	28%	20%	28%	23%	44%
de 40 à 49 ans	25%	25%	26%	19%	28%	29%	26%
de 50 à 59 ans	26%	26%	25%	27%	27%	29%	13%
60 ans et plus	8%	8%	9%	20%	5%	8%	4%
Effectifs par ancienneté							
Moins de 5 ans	38%	42%	42%	45%	40%	39%	52%
de 5 à 10 ans	23%	21%	19%	16%	19%	20%	22%
de 11 à 15 ans	10%	11%	12%	8%	14%	13%	13%
de 16 à 20 ans	8%	8%	7%	4%	9%	6%	4%
de 21 à 25 ans	5%	5%	6%	6%	6%	9%	4%
de 26 à 30 ans	6%	5%	5%	5%	5%	5%	2%
de 31 à 35 ans	3%	3%	4%	6%	3%	5%	1%
de 36 à 40 ans	4%	3%	3%	4%	3%	2%	1%
41 ans et plus	2%	2%	2%	6%	1%	1%	1%

*Y compris Moyen-Orient et Australie

	2017	2018	2019
Effectifs par zone géographique			
Amériques	21%	22%	21%
France	52%	50%	50%
Europe (hors France)	15%	15%	15%
Asie et Afrique (y compris Moyen-Orient et Australie)	12%	13%	14%
Effectifs par Activité (nouvelle organisation définie en 2019)			
Smart Automation Solutions			18%
High Precision Machines			21%
Process Technologies			41%
Siège social			2%
Autres			18%
Gestion des compétences et de la mobilité			
Proportion des effectifs passés en CEDRE*	50%	63%	67%
Proportion des effectifs ayant régulièrement un entretien d'évaluation	64%	77%	76%
Proportion des effectifs ayant suivi une formation	77%	74%	70%
Nombre de mises à disposition	129	85	154
Nombre de personnes rencontrées en entretiens Starter**	528	618	559

*CEDRE : Comité de carrière (« Comité d'Évaluation et de Développement des Ressources Humaines »)

** Entretiens Starter : bilans d'intégration réalisés 6 à 18 mois après l'arrivée des nouveaux embauchés

L'effectif du Groupe atteint 8 427 collaborateurs à fin 2019. Une stabilisation des effectifs qui intervient après deux années de renforcement des équipes principalement au sein de l'Activité Smart Automation Solutions.

La part des femmes dans nos effectifs se maintient à 16%. L'année 2019 est marquée par la nomination de deux femmes en qualité de dirigeantes de filiales. La part totale des femmes à des postes de direction a également progressé par rapport à l'année précédente. Depuis début 2020, le Groupe met en œuvre le programme Women@Fives afin de promouvoir la représentation des femmes à tous les niveaux de l'organisation et de renforcer l'attractivité de Fives pour les candidatures féminines.

La mise en place des derniers modules Recrutement et Formation courant 2019 place Fives&Me, le système de management des ressources humaines, au cœur de tous les process RH. Désormais les collaborateurs ont toutes les clés de leur parcours professionnel au sein du Groupe. L'offre de formation inclut de nombreux programmes en e-learning et permet aux collaborateurs d'accéder à davantage de formation métier tout en offrant gain de temps et optimisation des coûts associés à la formation professionnelle.

Les mises à disposition de collaborateurs entre entités ont repris en 2019 avec 154 contrats de mise à disposition (+80%). Ce dispositif permet non seulement la mutualisation des compétences entre entités du Groupe, mais facilite également les recrutements grâce à ces ressources disponibles en interne. Enfin, cela permet de conserver des collaborateurs de qualité pour les entités en période de sous-charge. 16 entités ont pu ainsi apporter à 26 autres entités, savoir-faire et connaissances métiers.

INDICATEURS INNOVATION

	2017	2018	2019
Dépenses R&D en millions d'€	34,9	34,1	33,6
Nature des dépenses en R&D			
Coûts des brevets et marques	9%	8%	8%
Standards et formalisation du savoir-faire	9%	8%	7%
Amélioration continue des produits	23%	25%	25%
Développement de nouveaux produits et procédés	44%	43%	46%
Activités de recherche et innovation radicale	15%	17%	14%
Brevets et marques			
Nombre de brevets déposés en vigueur	2 160	2 113	1 952
Nombre de familles de brevets en vigueur	624	645	609
Nombre de premiers brevets déposés (nouvelles inventions brevetées)	44	45	46
Nombre de premiers brevets déposés liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	7	7	8
Pourcentage de premiers brevets liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	13%	16%	17%
Nombre de familles de marques «produits» enregistrées ou en cours d'enregistrement	134	132	137
Nombre de centres de recherche et d'essais			
Nombre de centres de recherche et d'essais ¹	29	30	30
<i>France: 12, Amériques: 8, Europe hors France: 7, Asie: 3</i>			

¹ Toutes les filiales qui mènent des essais de R&D sur leurs produits dans un espace dédié pour cela sont comptabilisées.

L'effort de Recherche&Développement du Groupe est resté à des niveaux comparables aux années précédentes, malgré la montée en puissance des développements dans le domaine du digital, par nature moins coûteux que ceux relatifs au développement de machines.

La répartition de l'effort entre les activités de recherche, le développement de nouveaux produits et l'amélioration de la gamme existante sont sensiblement inchangés par rapport aux années précédentes, ce qui traduit une bonne maîtrise du portefeuille de projets.

Le nombre total de dépôts de demandes de brevets s'est maintenu au même niveau que les années précédentes avec cependant une progression notable des dépôts hors Chine, la contribution de celle-ci se limitant à six dépôts en 2019 contre 15 en 2018. Une sélection a été réalisée lors des revues de portefeuille, notamment sur le segment de l'aluminium (Activité Process Technologies), pour ne conserver que les brevets stratégiques, ramenant le nombre total à environ 2000 brevets.

Le Groupe a par ailleurs débuté en 2019, une réorganisation de ses fonctions R&D et innovation, afin de tirer parti de la nouvelle organisation en trois grandes Activités, et d'assurer une parfaite intégration du digital dans les programmes de développement. Des responsables R&D et digital sont ainsi progressivement nommés pour chaque Division, avec l'objectif de tirer le meilleur parti des synergies au sein des Divisions et de favoriser la réflexion sur les sujets transverses.

PRÉAMBULE AUX DONNÉES PAR SITES ET AUX STATISTIQUES SANTÉ SÉCURITÉ / ÉTHIQUE / ENVIRONNEMENT

Le reporting en matière de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) prend en compte l'ensemble des sites ayant un effectif moyen supérieur à 10 en 2019, ainsi que la totalité des sites ayant une activité industrielle.

Les évolutions du périmètre sont liées à la décision d'isoler des entités ayant des activités opérationnelles spécifiques, pour un meilleur suivi, et à l'intégration d'une entité mexicaine au reporting RSE.

INDICATEURS TRANSVERSAUX RSE

	2017	2018	2019	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de filiales dans le périmètre du reporting RSE	68	72	74	20	19	15	20
Filiales acquises en n-1 rentrées dans le périmètre RSE en n	2	2	0				
Filiales intégrées dans le périmètre RSE	2	2	2				
Nombre total de sites	100	105	108	22	41	20	25
Sites industriels	44	44	43	12	17	8	6
Sites de bureaux	29	31	31	5	10	6	10
Sites mixtes, centres d'essais et agences	27	30	34	5	14	6	9
Système de management							
Nombre de sites certifiés ISO 9001	71	71	74	13	31	16	14
Nombre de sites en cours de certification ISO 9001	1	1	2	0	0	0	2
Communauté Santé Sécurité Environnement (SSE)							
Nombre de correspondants SSE Groupe	67	75	80				
Nombre d'auditeurs SSE Groupe	21	25	16				
Nombre d'audits SSE Groupe réalisés	13	6	50 ¹				

* Y compris Moyen-Orient et Australie

¹ À partir de 2019, les visites sont incluses dans le calcul de cet indicateur

INDICATEURS ÉTHIQUE

Formations Éthique des affaires	2019	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Personnes formées en présentiel	207	0	139	8	60
Personnes formées en e-learning	225	225	0	0	0

* Y compris Moyen-Orient et Australie

En 2019, le Directeur Conformité Groupe a mis en place et animé le dispositif de conformité du Groupe, notamment en matière de lutte contre la corruption, de respect du droit de la concurrence, d'éthique, de droit d'alerte, de douane et de contrôle des biens à double usage.

Un e-learning et des formations présentielle ont été mises en place pour les salariés considérés comme les plus exposés : 432 collaborateurs ont été formés en 2019, notamment lors de comités de direction de société.

INDICATEURS SANTÉ SÉCURITÉ

	2017	2018	2019
Nombre de sites industriels	44	44	43
Nombre de sites certifiés sécurité*	29	28	29
Nombre de sites en cours de certification sécurité	6	2	1
Pourcentage de sites industriels certifiés sécurité	34%	32%	33%
Pourcentage de filiales avec une politique Santé Sécurité écrite et diffusée	87%	88%	88%
ETP ⁽¹⁾ Santé Sécurité dans le Groupe	68,6	69,4	71,4
Nombre d'accidents graves**	3	1	4
Dont nombre d'accidents mortels	0	0 ⁽²⁾	1
Nombre d'accidents avec arrêt de travail ≥ 1j	59	55	54
Pourcentage des accidents avec arrêt survenus sur site client/sous-traitant	15%	29% ³	30%
Pourcentage des accidents avec arrêt survenus dans les ateliers	80%	65% ³	59%
Pourcentage des accidents avec arrêt survenus dans les bureaux	3%	7%	7%
Pourcentage des accidents avec arrêt survenus lors d'un déplacement professionnel	9%	0%	4%
Taux de fréquence des accidents avec arrêt (TFI) (Nombre d'accidents du travail avec arrêt (≥ 1j) x 1 000 000 / Nombre d'heures travaillées)	3,74	3,30 ³	3,39
Taux de gravité (Nombre de jours d'arrêt suite à accident (≥ 1j) x 1000 / Nombre d'heures travaillées)	0,151	0,122	0,200

¹ ETP : équivalent temps plein

² Un accident mortel d'un sous-traitant en Algérie

³ Rectification des données de 2018 : il y a eu 29% d'accidents sur site client/sous-traitant et non 30%. Et 65% d'accidents survenus dans les ateliers et non 63%. Un taux de fréquence de 3,30 et non de 3,41

* Certifications OHSAS 18001 ou MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises), système de management sécurité français

** Accidents graves : accident pouvant générer des séquelles réversibles ou irréversibles significatives, ou pouvant entraîner la mort (suivi à partir de janvier 2015)

Depuis plusieurs années la performance sécurité du Groupe a progressé pour le personnel Fives et intérimaire.

En 2019, la tendance s'inverse avec un taux de fréquence des accidents avec arrêt qui augmente légèrement passant de 3,30 à 3,39 et un taux de gravité qui atteint 0,20 contre 0,12 en 2018. Le nombre d'accidents graves a augmenté et Fives déplore un accident mortel d'un salarié américain en intervention chez un client.

Nous constatons plus globalement que le nombre d'accidents sur les sites clients/sous-traitants a tendance à augmenter depuis 2017. Ceci s'explique notamment par un volume d'interventions sur site client plus important.

Le Groupe a donc décidé de renforcer ses actions en matière de prévention des risques, en amont de toutes les interventions réalisées par nos équipes.

Dans nos ateliers, le pourcentage des accidents avec arrêt a diminué, passant de 65% en 2017 à 59% en 2019. Des actions sont régulièrement menées dans les ateliers pour mobiliser fortement tant au niveau du terrain que du management et des équipes dirigeantes. La mise en œuvre des Règles d'Or Sécurité Groupe dans nos opérations depuis 2016 a porté ses fruits.

Le Groupe poursuit le déploiement de son programme Sécurité, en renforçant l'accompagnement de ses sociétés, en mettant en œuvre des plans d'actions adaptés, en partageant les bonnes pratiques et en développant de nouveaux outils et méthodes. Ceci devra nous permettre de revenir vers de meilleurs résultats.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	2017	2018	2019	Amériques	France	Europe hors France	Asie et Afrique*
Nombre de sites certifiés ISO 14001 (tous types de sites confondus)	46	46	47	12	18	11	6
Certification ISO 14001 des sites industriels							
Nombre de sites industriels	44	44	43	12	17	8	6
Nombre de sites industriels certifiés ISO 14001	35	33	34	10	13	8	3
Nombre de sites en cours de certification ISO 14001 (nouvelle certification)	1	1	3	1	1	0	1
Pourcentage de sites industriels certifiés	80%	75%	79%	83%	76%	100%	50%
Certification ISO 14001 des autres types de sites (bureaux, sites mixtes, centres d'essais, agences)							
Nombre de sites non industriels certifiés ISO 14001	11	13	13	2	5	3	3
Pourcentage de sites non industriels certifiés	20%	21%	20%	20%	21%	25%	16%
Système de management de l'environnement							
Pourcentage de sites avec une politique Environnement écrite et diffusée	72%	65%	67%	59%	66%	85%	60%
ETP** Environnement dans le Groupe	20,7	22,9	25,2	4,2	9,9	5,6	5,6
Consommation d'énergie en GWh							
Consommation d'électricité en GWh	65,8	66,0	63,8	25,8	22,3	6,9	8,8
Consommation de gaz naturel et de fioul en GWh	66,2	64,7	62,7	31,2	19,1	11,2	1,2
Consommation totale d'énergie en GWh	132,0	130,6	126,4	57,0	41,4	18,0	9,9
Consommation d'énergie en k€							
Consommation d'électricité en k€	6 000	6 115	6 625	2 291	2 235	1 008	1 091
Consommation de gaz naturel et de fioul en k€	2 059	1 805	1 970	507	925	488	49
Consommation totale d'énergie en k€	8 059	7 920	8 595	2 798	3 160	1 497	1 140
Consommation d'énergie kWh par heure travaillée (salariés + intérimaires)	8,3	7,8	7,9	15,7	5,4	7,8	4,1
Consommation d'eau							
Consommation d'eau (sites industriels) en m ³	94 823	89 014	99 204	27 883	33 134	21 096	17 091
Consommation d'eau (sites industriels) en k€	252	247	300	145	95	47	12

* Y compris Moyen-Orient et Australie

** ETP : équivalent temps plein

La dynamique de certification ISO 14001 s'est poursuivie en 2019 : 79% des sites industriels du Groupe sont désormais certifiés, et trois nouveaux sites sont en cours de certification.

De nouveaux sites ont été intégrés au périmètre du reporting RSE cette année, qui compte désormais 108 sites au total. Parmi les sites ajoutés, on compte notamment deux sites avec des consommations significatives : un nouvel atelier pour la société Fives Celes, en France, ainsi que le nouveau centre de recherche de Fives ITAS dédié à la combustion (Fives European Combustion Center), en Italie.

Malgré ce périmètre plus large, la consommation d'énergie du Groupe a diminué de 3% en 2019. Cette évolution s'explique principalement par un recul du niveau d'activité : en effet, le nombre d'heures travaillées (salariés et intérimaires) a baissé de 4% en 2019.

Si la consommation d'énergie est plus faible, cela n'est pas le cas de la facture énergétique du Groupe qui elle a augmenté de 9% par rapport à 2018 du fait d'une hausse des prix de l'énergie, notamment en Europe.

Début 2019, Fives s'est fixé pour objectif de réduire d'ici à 2022 sa consommation d'énergie par heure travaillée de 10% par rapport à 2018. La feuille de route définie pour atteindre cet objectif met l'accent sur l'accompagnement des sites industriels, qui représentent 91% de la consommation d'énergie du Groupe.

En 2020, une attention particulière sera portée sur deux zones géographiques : l'Amérique, où l'intensité énergétique est particulièrement importante (57 GWh sur 22 sites pour un coût de 2,8 M€), et l'Europe, où les coûts de l'énergie sont les plus élevés (59 GWh sur 61 sites pour un total de 4,7 M€).

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Fives, Société par Actions Simplifiée (SAS) depuis le 20 décembre 2018, est présidée par Frédéric Sanchez, assisté d'un Directeur Général Délégué, Martin Duverne, et agit sous le contrôle d'un Comité de Surveillance.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction Générale est assumée par un Président assisté d'un Directeur Général Délégué.

Le Président représente Fives à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions expressément attribuées par la loi et les statuts à la collectivité des associés et au Comité de Surveillance.

Le Directeur Général Délégué assiste le Président. Il dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président et est soumis aux mêmes limitations de pouvoirs que ce dernier.

COMPOSITION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 60 ans, Président.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

Martin Duverne, 63 ans, Directeur Général Délégué.

Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018 pour une durée indéterminée.

LE COMITÉ DE SURVEILLANCE

Le Comité de Surveillance est un organe statutaire de Fives. Ses principales missions sont les suivantes :

- Il prend connaissance du rapport trimestriel établi par le Président sur la bonne marche du groupe Fives.
- Il contrôle et vérifie les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives qui lui sont présentés par le Président et, le cas échéant, le Directeur Général Délégué dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. S'il le souhaite, il présente aux associés ses observations sur le rapport de gestion du Président ainsi que sur les comptes sociaux et consolidés annuels.
- Il statue sur les demandes d'approbation préalable portant sur les décisions et opérations qui lui sont soumises.
- Il peut décider de la constitution de comités spécifiques chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis. Dans ce cadre, un Comité d'Audit a été créé.
- Il peut en outre, dans le cadre de ses attributions, se saisir de toute question intéressant Fives et ses Filiales, opérer à tout moment les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut également se

faire communiquer, sur sa demande et dans des délais raisonnables, les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 71 ans, Président et membre du Comité de Surveillance. Nommé à ces fonctions le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

François Dufresne, 59 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Dominique Gaillard, 60 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Pierre Heinrichs, 41 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat a pris fin lors de l'Assemblée générale du 23 janvier 2020.

Heyoung H Lee Bouygues, 48 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommée à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Antonio Marcegaglia, 56 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Jean-Georges Malcor, 63 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Laurence Parisot, 61 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommée à cette fonction le 20 décembre 2018, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Jean-Dominique Senard, 67 ans, membre du Comité de Surveillance. Nommé à cette fonction le 24 mai 2019, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2021.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par des organes opérationnels dont un Comité de Direction Générale soutenu par un Comité Exécutif et des Comités de Coordination et d'Orientation par pays.

LE COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Placé auprès du Président de Fives, le Comité de Direction Générale :

- arrête les politiques transverses du Groupe et définit ses priorités,
- gère les questions opérationnelles et organisationnelles communes aux Divisions,
- réalise les arbitrages budgétaires,
- et réfléchit aux évolutions structurelles et stratégiques du Groupe.

Il gère également les événements imprévus ayant potentiellement un impact significatif sur la vie du Groupe ainsi que les crises ou cas d'urgence.

Il se réunit au moins une fois toutes les six semaines.

COMPOSITION DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE

Frédéric Sanchez, 60 ans, Président
Martin Duverne, 63 ans, Directeur Général Délégué
Denis Mercier, 60 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 41 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 50 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 59 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Guillaume Mehلمان, 55 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 41 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 46 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 54 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 48 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est principalement chargé d'assurer la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de Direction Générale et d'examiner la pertinence et l'efficacité des politiques transversales sur la base du retour d'expérience de leur application. C'est un lieu d'échange, d'information et de partage d'expérience pour ses membres ayant vocation à renforcer la transversalité des actions du Groupe.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est composé des membres du Comité de Direction Générale:

Frédéric Sanchez, 60 ans, Président
Martin Duverne, 63 ans, Directeur Général Délégué
Denis Mercier, 60 ans, Directeur Général Adjoint Fives
Suresh Abye, 41 ans, Directeur Financier
Raphaël Constantin, 50 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division High Precision Machines
Alain Cordonnier, 59 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Cement & Minerals
Guillaume Mehلمان, 55 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Steel & Glass
Céline Morcrette, 41 ans, Directrice des Ressources Humaines
Luigi Russo, 46 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Smart Automation Solutions
Michelle Shan, 54 ans, Directrice Pays Chine
Frédéric Thrum, 48 ans, Directeur Général Adjoint, Président de la Division Energy

Ainsi que des personnes suivantes :

Hervé Boillot, 50 ans, Directeur Fusions & Acquisitions, Stratégie
Daniel Brunelli-Brondeux, 59 ans, Directeur Pays Inde
Jean-Marie Caroff, 58 ans, Directeur du Développement International
Sébastien Gauguier, 44 ans, Président de la Division Aluminium
Arnaud Lecœur, 49 ans, Directeur Juridique
Frédéric Renaud, 67 ans, Directeur Pays Italie
Thierry Valot, 52 ans, Directeur Innovation & Digital

LES COMITÉS DE COORDINATION ET D'ORIENTATION PAYS

Ces comités assurent, par zone géographique, la mise en œuvre des politiques transversales arrêtées par le Comité de Direction Générale, les adaptent, le cas échéant, aux spécificités de chaque pays, et favorisent les synergies entre filiales d'un même pays appartenant à des Divisions différentes.

Ces comités sont également des lieux d'échanges des bonnes pratiques entre filiales d'une zone géographique, et d'informations (sur le Groupe, le pays...). Ils ont aussi pour mission d'attirer l'attention de la Direction Générale du Groupe sur des enjeux spécifiques au pays.

Ils réunissent les Directeurs Généraux des filiales du pays concerné ainsi que les directeurs fonctionnels dudit pays (en fonction des sujets traités). Ils sont présidés par les Directeurs Pays. Un membre du Comité de Direction Générale participe systématiquement à ces réunions.

Ils se réunissent trois à quatre fois par an.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- soutient l'activité commerciale du Groupe dans les Pays qu'il supervise ;
- anime, le cas échéant, le Comité de Coordination et d'Orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des départements fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- anime la communauté des représentants des départements fonctionnels locaux, en lien avec les départements fonctionnels de Fives et en tenant compte des particularités locales ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées et, le cas échéant, informe Fives de leurs difficultés d'application ;
- assiste Fives dans le processus d'intégration des filiales nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LE COMITÉ D'AUDIT

Ce comité a été créé par le Comité de Surveillance.

Il a pour mission générale d'assister le Comité de Surveillance dans le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations financières et comptables, et plus particulièrement :

- du processus d'élaboration de l'information financière ;

- de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- du contrôle des comptes sociaux et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes.

Il se réunit au moins quatre fois par an.

COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT

Dominique Gaillard, Président du Comité d'Audit.

François Dufresne, membre du Comité d'Audit.

Pierre Heinrichs, membre du Comité d'Audit.

Heyoung H Lee Bouygues, membre du Comité d'Audit.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations s'inscrivent dans le cadre défini par les valeurs fondamentales du Groupe, les lois et règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les normes et règles internes ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par Division et, le cas échéant, par Business Unit ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe et leur Division de rattachement, de Directives, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration (ou organes équivalents) des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs Généraux (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la Société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;

- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

- **Ernst & Young et Autres**, représenté par Pierre Jouanne, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.
- **Deloitte & Associés**, représenté par Pascal Colin, renouvelé dans ses fonctions le 28 juin 2018.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2023.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes sociaux et consolidés annuels. Les comptes sociaux et les comptes consolidés de la Société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2019 à 102 723 764€. Il est divisé en 2185612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2019.

Actionnariat

Le principal associé de Fives au 31 décembre 2019 est la société Novafives. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99%.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2019, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

Il n'a été versé aucun dividende au titre des exercices 2017, 2018 et 2019.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 3 rue Drouot, 75009 Paris.

Forme juridique

société par Actions Simplifiée depuis le 20 décembre 2018.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 2 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Affectation et répartition des résultats (résumé de l'article 27 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour être affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale atteint le dixième du capital social ; il retrouve son caractère obligatoire lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de ce dixième.

Le solde augmenté, le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui décident souverainement de son affectation. À ce titre, ils peuvent, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le reporter à nouveau ou le répartir entre les associés, conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce.

Le solde, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, est réparti par décision de la collectivité des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 23 des statuts, proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts et conformément aux dispositions des articles L. 232-11 et suivants du Code de commerce, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés inscrites au bilan à un compte spécial et reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Conditions de tenue des Assemblées générales (résumé des articles 21, 22 et 23 des statuts)

La consultation de la collectivité des associés est effectuée à l'initiative du Président de la société, de l'un des Directeurs Généraux Délégués, s'ils ont été nommés, du Comité de Surveillance ou d'un ou plusieurs associé(s) détenant (individuellement ou ensemble) plus de 50% du capital social de la société.

Les décisions collectives résultent, (i) d'une assemblée générale, (ii) d'une consultation écrite ou (iii) d'un acte sous seing privé exprimant le consentement de tous les associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance. Le président de séance désigne le secrétaire de séance qui peut être un associé ou un tiers.

Les décisions de la collectivité des associés, qu'elles soient sous seing privé, résultant d'une consultation écrite ou d'une assemblée générale, sont retranscrites sur des procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé, tenu selon les modalités précisées aux articles R. 225-22 et R. 225-49 du Code de commerce (sur renvoi de l'article R. 225-106 du Code de commerce).

Chaque associé peut participer à toutes les décisions collectives quelles qu'elles soient, par lui-même ou par le mandataire de son choix, et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Sauf lorsque l'unanimité est requise, la collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés, présents ou représentés, rassemblent plus de la moitié des actions de la société ayant droit de vote.

Les décisions collectives des associés sont prises à l'unanimité des associés lorsque la loi le requiert ; les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix des associés présents ou représentés.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux des décisions collectives des associés et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les associés au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	24	3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL.....	24	4. COMPARATIBILITÉ DES EXERCICES	36
BILANS CONSOLIDÉS.....	25	4.1. Nouvelle segmentation opérationnelle.....	36
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	26	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	36
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES.....	27	5.1. Rachat des participations ne donnant pas le contrôle de Fives Lund	36
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	28	5.2. Sorties de périmètre	36
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	28	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	36
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	28	6.1. Information par secteur opérationnel.....	36
2.1. Déclaration de conformité.....	28	6.2. Chiffre d'affaires.....	38
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	28	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	38
2.3. Présentation des états financiers.....	28	6.4. Frais de recherche et développement	39
2.4. Méthodes de consolidation.....	28	6.5. Autres produits et charges opérationnels	39
2.5. Jugements et estimations significatifs	29	6.6. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	39
2.6. Transactions en devises étrangères.....	29	6.7. Coûts de restructuration.....	39
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	29	6.8. Résultat de cessions et frais d'acquisitions.....	39
2.8. Information sectorielle.....	30	6.9. Résultat financier.....	40
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	30	6.10. Impôts courants et différés.....	40
2.10. Frais de recherche et développement	30	6.11. Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence....	42
2.11. Immobilisations incorporelles.....	31	6.12. Écarts d'acquisition	42
2.12. Immobilisations corporelles	31	6.13. Immobilisations incorporelles.....	43
2.13. Contrats de location	31	6.14. Immobilisations corporelles	43
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	31	6.15. Actifs financiers courants et non courants.....	44
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	6.16. Stocks et travaux en cours.....	45
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	32	6.17. Actifs et passifs de contrats.....	45
2.17. Instruments dérivés.....	32	6.18. Créances clients.....	45
2.18. Carnet de commandes.....	33	6.19. Autres actifs courants.....	46
2.19. Chiffre d'affaires	33	6.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie	46
2.20. Actifs et passifs de contrats.....	34	6.21. Tableau des flux de trésorerie.....	47
2.21. Stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat)....	34	6.22. Capitaux propres	48
2.22. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	34	6.23. Provisions courantes et non courantes.....	48
2.23. Provisions.....	34	6.24. Dettes financières courantes et non courantes.....	52
2.24. Engagements en matière de retraites.....	34	6.25. Autres passifs courants et non courants.....	54
2.25. Provision pour médailles du travail	35	6.26. Gestion des risques financiers.....	54
2.26. Rémunération fondée sur des actions.....	35	6.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégorie	57
2.27. Impôts sur les résultats.....	35	6.28. Engagements hors bilan.....	58
		6.29. Parties liées.....	58
		6.30. Honoraires des commissaires aux comptes.....	58
		6.31. Événements postérieurs à la clôture.....	58
		6.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2019.....	59

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2019	2018
Chiffre d'affaires	6.2	1 998 890	1 950 511
Coût des ventes		(1 612 555)	(1 582 799)
Marge brute		386 335	367 712
Frais commerciaux		(112 327)	(115 469)
Frais administratifs		(166 542)	(167 600)
Frais de recherche et développement	6.4	(23 461)	(23 833)
Participation et intéressement des salariés		(3 974)	(2 725)
Autres produits et charges opérationnels	6.5	(8 001)	(8 659)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.6	(16 060)	(22 109)
Résultat opérationnel courant		55 970	27 317
Coûts de restructuration	6.7	(18 464)	(5 617)
Pertes de valeur		(3 333)	(1 528)
Résultat de cessions et frais d'acquisition	6.8	3 853	(2 246)
Résultat opérationnel		38 026	17 926
Coût de l'endettement financier net	6.9	(11 058)	(8 228)
Autres produits et charges financiers	6.9	67	5 179
Résultat financier		(10 991)	(3 049)
Résultat avant impôt		27 035	14 877
Charge d'impôt	6.10	(26 046)	(18 534)
Quote-part de résultat des S.M.E.	6.11	(23 582)	(16 243)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(22 593)	(19 900)
Part du Groupe		(22 817)	(20 483)
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		224	583

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	2019	2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		(22 593)	(19 900)
Variation des écarts de conversion		3 929	4 651
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat		3 929	4 651
Gains et pertes actuariels	6.21	(9 877)	(924)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels		1 666	448
Variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		144	(881)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers à la JV par autres éléments du résultat global		(3)	278
Quote-part provenant des sociétés mis en équivalence, nette			(63)
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		(8 070)	(1 142)
Résultat global		(26 734)	(16 391)
Attribuable:			
- Groupe		(26 793)	(17 235)
- Participations ne donnant pas le contrôle		59	844

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIFS

En milliers d'euros	Notes	31.12.19	31.12.18
Écarts d'acquisition	6.12	253 165	249 251
Immobilisations incorporelles	6.13	68 090	84 539
Immobilisations corporelles	6.14	219 194	216 770
Actifs financiers non courants	6.15	52 001	60 678
Impôts différés actifs		43 715	36 006
Actifs non courants		636 165	647 244
Stocks et travaux en cours	6.16	178 946	192 145
Actifs de contrats	6.17	221 546	155 007
Créances clients	6.18	373 271	406 719
Autres actifs courants	6.19	127 411	110 527
Actifs financiers courants	6.15	5 784	5 024
Actifs d'impôts courants		2 148	5 557
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.20	110 528	148 006
Actifs courants		1 019 634	1 022 985
Actifs destinés à être cédés		0	37
Total actif		1 655 799	1 670 266

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.19	31.12.18
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		296 446	313 420
Écarts de conversion		24 235	20 164
Résultat net part du Groupe		(22 817)	(20 483)
Capitaux propres - Part du Groupe		400 588	415 825
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		1 705	9 626
Capitaux propres	6.22	402 293	425 451
Provisions non courantes	6.23	67 953	59 555
Dettes financières non courantes	6.24	114 722	117 775
Autres passifs non courants	6.25	12 084	13 264
Impôts différés passifs		11 080	7 822
Passifs non courants		205 839	198 416
Provisions courantes	6.23	76 874	73 718
Dettes financières courantes	6.24	105 389	90 986
Passifs de contrats	6.17	216 357	328 307
Fournisseurs et comptes rattachés		466 353	375 737
Dettes d'impôts courants		10 115	7 440
Autres passifs courants	6.25	172 579	170 211
Passifs courants		1 047 667	1 046 399
Total passifs et capitaux propres		1 655 799	1 670 266

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2019	2018
Trésorerie à l'ouverture		146 927	127 461
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		(22 593)	(19 900)
Élimination de la variation des provisions non courantes		(198)	(3 948)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		64 455	65 726
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		(3 748)	3 355
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		23 582	16 243
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		2 735	(3 607)
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		26 045	18 534
Élimination du coût de l'endettement financier net		11 058	8 228
Capacité d'autofinancement		101 336	84 631
Variation du BFR liée à l'activité	6.21	(57 632)	30 181
Impôts sur les sociétés payés		(20 511)	(17 605)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		23 193	97 207
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(27 470)	(27 893)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		9 916	1 906
Variation des actifs financiers		(16 234)	(51 045)
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise		(6 124)	(4 558)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(39 912)	(81 590)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(514)	(730)
Variation des dettes financières		(14 114)	15 722
Intérêts financiers nets versés		(10 636)	(7 600)
Intérêts financiers nets reçus		1 487	1 063
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(23 776)	8 454
Incidence de la variation des cours de change		2 836	(4 605)
Variation de trésorerie		(37 659)	19 466
Trésorerie à la clôture	6.21	109 268	146 927

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2018	102 724	325 950	(11 386)	15 086	1 570	433 944	9 607	443 551
Résultat net de la période		(20 483)				(20 483)	583	(19 900)
Autres éléments du résultat global			(567)	4 418	(603)	3 248	261	3 509
Résultat net et autres éléments du résultat global		(20 483)	(567)	4 418	(603)	(17 235)	844	(16 391)
Distribution de dividendes							(730)	(730)
Variation de périmètre		(2 384)	(35)	661		(1 758)	(95)	(1 853)
Paiement en actions		2 561				2 561		2 561
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		(1 683)				(1 683)		(1 683)
Autres variations		(4)				(4)		(4)
Capitaux propres au 31.12.2018	102 724	303 957	(11 988)	20 165	967	415 825	9 626	425 451

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Juste valeur des actifs financiers	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2019	102 724	303 957	(11 988)	20 165	967	415 825	9 626	425 451
Résultat net de la période		(22 817)				(22 817)	224	(22 593)
Autres éléments du résultat global			(8 073)	3 956	141	(3 976)	(165)	(4 141)
Résultat net et autres éléments du résultat global		(22 817)	(8 073)	3 956	141	(26 793)	59	(26 734)
Distribution de dividendes							(514)	(514)
Variation de périmètre		158		115		273	(316)	(43)
Paiement en actions		3 256				3 256		3 256
Variation de valeur de l'engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle		8 058				8 058	(7 151)	907
Autres variations		32	(63)			(31)	1	(30)
Capitaux propres au 31.12.2019	102 724	292 644	(20 124)	24 236	1 108	400 588	1 705	402 293

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Fives (la « société ») est une société par actions simplifiée de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 3 rue Drouot, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du Groupe ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés le 27 mars 2020. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 14 avril 2020.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2019. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les nouveaux textes d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2019, sont :

- Norme IFRS 16 « Contrats de location », obligatoire pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme remplace la norme IAS 17 du même nom. Le Groupe a adopté cette norme par anticipation à compter du 1^{er} janvier 2018.
- Amendement à la norme IFRS 9 « Instruments financiers » pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Cet amendement clarifie le classement et la comptabilisation des instruments financiers avec caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative.
- Amendement à la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Cet amendement clarifie le fait que IFRS 9, y compris les dispositions relatives à la dépréciation, s'applique aux intérêts à long terme dans les entreprises associées et les coentreprises.

- Amendements à la norme IAS 19 « Avantages du personnel » pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Ces amendements s'appliquent aux modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies. Ils clarifient le fait qu'une société doit utiliser ces hypothèses actuarielles mises à jour pour évaluer le coût des services actuels et l'intérêt net au titre des prestations définies.
- Interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat ». Cette interprétation clarifie la méthode de comptabilisation et d'évaluation des risques fiscaux en prenant pour hypothèse que l'administration contrôlera l'ensemble des points incertains à la lumière de tous les éléments disponibles.
- Améliorations annuelles – Cycle 2015-2017 (modifications d'IFRS 3, IFRS 11, IAS 21 et IAS 23).

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019, des autres normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation par l'Union européenne :

- Mise à jour des références du Cadre conceptuel des normes IFRS.
- Définition d'une Entreprise (Modifications à IFRS 3).
- Définition du terme « Significatif » (Modifications à IAS 1 et à IAS 8).

Le Groupe est en train d'évaluer ces évolutions, sans s'attendre à des impacts significatifs.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

<http://data.europa.eu/eli/reg/2008/1126/2018-01-01>

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs financiers (hors créances et dettes commerciales, et autres actifs financiers détenus jusqu'à échéance), comptabilisés à la juste valeur.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé à des rendements variables de cette entité et qu'il a le pouvoir d'affecter ces rendements par sa capacité à diriger les politiques pertinentes de cette entité. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et

opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20%. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences de transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.32.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les obligations de prestations l'avancement et provisions sur contrats

Le Groupe comptabilise à l'avancement un certain nombre d'obligations de prestations.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels et corporels amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes.

En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Président afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Président est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

En 2019, l'information par secteur opérationnel a été modifiée et est présentée en note 6.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, Avantages au personnel, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges opérationnels».

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ;
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne «résultat de cessions et frais d'acquisitions» du compte de résultat ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IFRS 10 directement en capitaux propres ;
- en cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés ;
- en cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

En 2019, ces conditions étaient réunies pour un nombre de projets très limité, ayant conduit à l'activation de montants totalement non significatifs.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France et aux États-Unis. Ces crédits d'impôt, assis sur les dépenses de recherche et développement, sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «Frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (généralement de 1 à 10 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes:

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines: 10 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location d'actifs corporels de plus de 12 mois sont présentés à l'actif du bilan en immobilisations corporelles («droits d'utilisation»): un droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif au titre des

contrats de location. Le montant initial de ce droit correspond au passif locatif, augmenté des coûts directs initiaux ainsi que des coûts de remise en état non dépendants de l'utilisation. Le passif locatif est égal à la somme des loyers actualisés au taux intrinsèque du contrat de location s'il est connu, ou au taux marginal d'endettement de la société preneuse.

Par ailleurs, le passif locatif peut être réestimé dans les situations suivantes:

- révision de la durée de location ;
- modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers lorsque l'ajustement des loyers a lieu.

La charge d'intérêt de la période est comptabilisée en «coût de l'endettement financier net».

Les droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée d'engagement minimal du contrat, en prenant en compte les options d'acquisition, de renouvellement ou de résiliation qui paraissent quasi-certaines au regard des caractéristiques du bien et des conditions de marché.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation:

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau des regroupements d'UGT que représente chaque secteur opérationnel.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management:

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par la somme à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.12.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite sur la ligne «Pertes de valeur» du compte de résultat.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs financiers de transaction	Juste valeur	Résultat
Autres actifs financiers	Juste valeur	Capitaux propres (ou résultat)

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers de transaction

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Autres actifs financiers

Les titres de participation qui ne sont pas détenus à des fins de transaction font l'objet d'une évaluation à la juste valeur avec option irrévocable pour la juste valeur par capitaux propres (sans recyclage en résultat en cas de cession) ou à la juste valeur par résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Instruments composés

L'évaluation des composantes dettes ou capitaux propres est réalisée sur la base d'analyses des caractéristiques intrinsèques de chacun des instruments émis.

Lorsque l'analyse conduit à distinguer dette et capitaux propres, la composante «passif» est initialement comptabilisée à la juste valeur qu'aurait un passif analogue non assorti d'une option de conversion ou de remboursement en actions. La composante «capitaux propres» initialement comptabilisée correspond à la différence entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans sa globalité et la juste valeur de la composante «passif». Les coûts de transaction directement attribuables sont affectés aux composantes «passif» et «capitaux propres» au prorata de leur valeur comptable initiale.

Après sa comptabilisation initiale, la composante «passif» de l'instrument composé est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La composante «capitaux propres» de l'instrument financier composé n'est pas réévaluée après sa comptabilisation initiale.

Clauses de complément de prix

Les dettes de complément de prix sur achat de participations sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. La valeur initiale est réévaluée par le résultat à chaque arrêté. La variation de juste valeur est inscrite en résultat opérationnel ou en résultat financier selon qu'elle est causée par un élément opérationnel ou par le passage du temps. Les dettes de complément de prix sont inscrites sur la ligne «autres passifs non courants» et «autres passifs courants» du bilan.

Engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle

Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur. La variation de valeur de ces engagements est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Les engagements d'achat de participations ne donnant pas le contrôle sont inscrits sur la ligne «autres passifs non courants» et «autres passifs courants» du bilan.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises le cas échéant, par la souscription de polices change Bpifrance Assurance Export (ex-COFACE change).

Le risque de taux peut être couvert, le cas échéant, par des swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers, contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective.

La majorité des dérivés utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. CARNET DE COMMANDES

Le Groupe détaille les « obligations de prestation restant à remplir » au titre des contrats entrés en vigueur sous le terme de « carnet de commandes ». Aucune exemption n'a été prise pour les contrats de faible durée.

Un contrat est « mis en vigueur » (est ajouté au carnet de commandes) dès lors que les termes du contrat (objet, montant, délais) sont connus et qu'il est exécutoire pour les deux parties. Le montant mis en carnet est le montant de la contrepartie attendue après éliminations des contreparties variables qui ne sont pas raisonnablement certaines.

Au 31 décembre 2019, la durée résiduelle d'écoulement du carnet de commandes du Groupe est majoritairement de moins de 15 mois.

2.19. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe détermine pour chaque contrat, les obligations de prestation qu'il contient. Un contrat présente plusieurs obligations de prestation si ces obligations sont séparables (pourraient être achetées séparément) et distinctes dans le contexte du contrat (dans le contexte du Groupe : faisant l'objet de réceptions distinctes).

Pour chaque obligation de prestation, le revenu est reconnu à l'avancement par les coûts si un des trois critères suivants est respecté :

- le client bénéficie des avantages au fur et à mesure de la prestation (maintenance par exemple) ;
- le client possède et contrôle le bien sur lequel la prestation est effectuée (cas de la rénovation de machines) ;
- il n'existe pas d'usage alternatif au bien ou au service produit à son utilisation par le client et le client a une obligation de payer la prestation réalisée à tout moment (contrat de réalisation d'équipement spécifique).

Dans chacun de ces trois cas, le transfert de contrôle se fait tout au long de la réalisation de la prestation.

Si aucun des critères n'est respecté, alors le client n'obtiendra le contrôle qu'à un moment précis, généralement au terme de la prestation.

Les principaux types d'obligation de prestation au sein du groupe sont les suivants :

- réalisation d'ensemble ou de sous-ensemble de production clés en main : reconnaissance du revenu à l'avancement ;
- production d'équipements clés : reconnaissance du revenu à l'avancement ou à l'achèvement selon l'usage alternatif et les conditions contractuelles ;
- services à l'industrie : pièces de rechange, maintenance, formation, rénovation et déménagement de machines. La reconnaissance du revenu dégagé par ces services est à l'avancement ou à l'achèvement.

Le Groupe reconnaît une majorité de son chiffre d'affaires à l'avancement, notamment en raison du degré important de personnalisation de ses solutions. La distinction des obligations de prestation ainsi que la détermination de leur prix de vente ne représentent pas en général une zone de jugement significative.

Modalités de reconnaissance du chiffre d'affaires et comptabilisation des coûts

- Pour les obligations de prestation à l'achèvement, le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires au moment du transfert de contrôle. S'agissant d'équipements de production standards, le transfert de contrôle se fait généralement au moment du transfert des risques et avantages.
- Pour les obligations de prestation à l'avancement, le Groupe calcule cet avancement en pourcentage comme le rapport des coûts engagés sur les coûts totaux estimés (à terminaison) du projet. Ceux-ci sont réestimés à chaque clôture comptable. Le stade de 100% d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

2.20. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

Pour chaque contrat à l'avancement, le Groupe détermine le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées.

Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique «actifs de contrats». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrat».

Pour les contrats à l'achèvement en cours d'exécution, l'ensemble des avances et acomptes facturés est inscrit au passif sous la rubrique «passifs de contrats».

Lorsque les coûts totaux estimés du projet dépassent le prix de vente attendu, une perte à terminaison est comptabilisée d'abord en diminution des actifs de contrat puis en provision.

2.21. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRAT)

Les stocks et travaux en cours (hors actifs et passifs de contrat) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.22. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.23. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 «Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels», une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques «Actifs de contrats» ou «Passifs de contrats».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts, sur la ligne «Provisions courantes».

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Les provisions sont détaillées en note 6.23.

2.24. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante:

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés («projected unit credit method») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;

- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19
- Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.25. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.26. RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Certains salariés du groupe bénéficient d'éléments de rémunération fondés sur des actions. Pour chaque élément, le Groupe détermine si cette rémunération est appelée à se régler par des instruments de capitaux propres ou par de la trésorerie.

Dans le premier cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») en contrepartie des réserves consolidées au fur et à mesure de la période d'acquisition des instruments de capitaux propres, pour un montant égal à la juste valeur des éléments de capitaux propres en date d'attribution. Les éléments non acquis ne sont pas comptabilisés.

Dans le second cas, les services sont comptabilisés en charges de personnel (dans la ligne «Autres produits et charges opérationnels») au fur et à mesure de la période d'acquisition pour un montant égal à la juste valeur des instruments financiers en date de clôture, en contrepartie d'un passif (présenté en «dettes diverses» en «autres passifs non courants»). Les instruments financiers non acquis ne sont pas comptabilisés.

Les impacts chiffrés pour l'exercice 2019 sont détaillés en note 6.5.

2.27. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi

adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) et de l'IRAP

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises et de l'IRAP pour les entreprises italiennes, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE et l'IRAP comme un impôt sur les résultats.

Traitement des différents crédits d'impôt liés à la recherche et à la propriété intellectuelle

Le Groupe analyse chaque dispositif pour déterminer s'il s'assimile à une subvention, comptabilisée selon IAS 20 dans le résultat opérationnel courant, ou à une moindre taxation des profits rattachables à la propriété intellectuelle, alors comptabilisée en impôts selon IAS 12.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Dans un environnement économique mondial à la fois moins bien orienté qu'en 2018 et particulièrement erratique, les enregistrements de commandes de 2019 se sont établis à 1 841 M€. S'ils s'affichent en diminution par rapport à 2018 (2 003 M€), sous l'effet de la baisse du nombre de grands projets, ils présentent une performance record en matière d'équipements, de petits systèmes et de services.

Le résultat opérationnel du Groupe s'établit pour sa part en nette progression. Il reflète, d'une part, la bonne tenue des marges en exécution, après une année 2018 marquée par des difficultés de réalisation, et, d'autre part, les actions de réduction des frais de structure mises en œuvre afin d'abaisser les points morts des différentes activités.

4. COMPARABILITÉ DES EXERCICES

4.1. NOUVELLE SEGMENTATION OPÉRATIONNELLE

Le Groupe a revu en 2019 sa segmentation opérationnelle afin d'améliorer la lisibilité de ses marchés finaux, en cohérence avec son organisation managériale.

Dans un souci de comparabilité, ces reclassements ont également été opérés dans les chiffres présentés dans ce document au titre de l'année 2018.

Les nouveaux secteurs opérationnels et les informations associées sont présentés en note 6.1.

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2019 figure en note 6.32.

5.1. RACHAT DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DE FIVES LUND

Le 05 août 2019, le Groupe a procédé au rachat de participations ne donnant pas le contrôle de Fives Lund, portant le pourcentage d'intérêt du Groupe dans la société de 75% à 100%.

5.2. SORTIES DE PÉRIMÈTRE

Les sociétés ECL Shanghai Co., Ltd., Fives Stein Belgium, Fives Fletcher Ltd, Fletcher Smith Inc, liquidées ou en voie de liquidation, ont été déconsolidées en 2019.

La société Fives Syleps Robotics SAS a fusionné via transmission universelle de patrimoine dans Fives Syleps au 1^{er} janvier 2019.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En 2019, sous l'impulsion de la Direction Générale, le Groupe a souhaité simplifier son organisation pour maximiser les synergies et accélérer le processus de décision et d'agilité.

Il a été décidé de regrouper les Divisions et les business units existantes autour de trois Activités principales: **Smart Automation Solutions, High Precision Machines et Process Technologies.**

Les nouveaux secteurs opérationnels du Groupe sont les suivants:

Smart Automation Solutions: la Division «*Smart automation solutions for e-commerce, courier, distribution and manufacturing*» conçoit, réalise et installe des solutions de tri haute cadence, de manutention et d'automatisation à forte valeur ajoutée, à destination des secteurs de l'e-commerce, de la distribution et de l'industrie générale.

High Precision Machines: la Division «*High precision machines for advanced manufacturing*» est spécialisée dans la réalisation de machines-outils haute précision à destination des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'industrie générale.

Process Technologies: spécialisée dans le développement des procédés industriels, la Division «*High performance and sustainable technologies for process industries*» conçoit, réalise et installe des équipements ou des lignes de production complètes à destination des secteurs de l'aluminium, du ciment, de l'acier et de l'énergie.

Autres: cet ensemble regroupe, pour des raisons de présentation, les activités de Fives dans les domaines de la maintenance industrielle et de la tuyauterie nucléaire, principalement en France, ainsi que les activités de holdings.

Information par secteur opérationnel

	2019	2018**
Smart Automation Solutions	581 242	623 426
High Precision Machines	351 996	423 723
Process Technologies	761 394	838 662
Autres	146 033	117 029
Total enregistrements de commandes	1 840 665	2 002 840
Smart Automation Solutions	504 666	499 735
High Precision Machines	190 330	246 189
Process Technologies	611 835	706 184
Autres	95 228	91 752
Total carnet de commandes	1 402 059	1 543 860
Smart Automation Solutions	582 657	530 202
High Precision Machines	414 070	417 713
Process Technologies	859 561	850 080
Autres	142 602	152 516
Total chiffre d'affaires	1 998 890	1 950 511
Smart Automation Solutions	38 216	23 064
High Precision Machines	6 017	7 636
Process Technologies	11 622	6 171
Autres	115	(9 554)
Total résultat opérationnel courant	55 970	27 317
Smart Automation Solutions	48 573	31 471
High Precision Machines	26 541	28 498
Process Technologies	33 626	33 014
Autres	11 530	1 045
EBITDA (*)	120 270	94 028

*L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements (voir note 6.6) et rémunérations fondées sur des actions dont le dénouement est prévu en instrument de capitaux propres (voir note 6.5)

** Les données 2018 ont été retraitées de la nouvelle présentation de l'information sectorielle

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.19	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	24 913	110 371	117 881		253 165
Immobilisations corporelles et incorporelles	51 375	87 832	115 497	32 581	287 285
Total actifs sectoriels	76 288	198 203	233 378	32 581	540 450
Autres actifs					1 115 350
Total actif					1 655 799

31.12.18**	Smart Automation Solutions	High Precision Machines	Process Technologies	Autres	Total
Écart d'acquisition	24 824	108 105	116 322		249 251
Immobilisations corporelles et incorporelles	48 092	96 500	119 379	37 338	301 309
Total actifs sectoriels	72 916	204 605	235 701	37 338	550 560
Autres actifs					1 119 706
Total actif					1 670 266

** Les données 2018 ont été retraitées de la nouvelle présentation de l'information sectorielle

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2019	2018
Chiffre d'affaires reconnu à l'avancement	1 549 012	1 512 922
Chiffre d'affaires reconnu à l'achèvement	449 877	437 589
Total	1 998 890	1 950 511

Chiffre d'affaires par zone de destination

	2019	2018
Europe	797 417	706 433
Afrique et Moyen-Orient	167 747	286 509
Amérique	585 936	586 510
Asie et Océanie	447 790	371 059
Total	1 998 890	1 950 511

Chiffre d'affaires par zone d'origine

	2019	2018
Europe	1 155 134	1 186 574
Afrique et Moyen-Orient	38 021	31 043
Amérique	534 137	515 041
Asie et Océanie	271 598	217 853
Total	1 998 890	1 950 511

Information relative aux principaux clients

Sur la base du chiffre d'affaires cumulé des deux derniers exercices, aucun client du Groupe n'a représenté plus de 5%.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Charges de personnel

	2019	2018
Charges de personnel	616 159	612 878
Effectif total à fin de période	8 427	8 658

Effectifs à fin de période

Par catégorie	2019	2018
Ingénieurs et cadres	3 831	3 905
Agents de maîtrise et employés	2 954	3 038
Ouvriers	1 642	1 715
Total	8 427	8 658

Par type de contrat	2019	2018
CDI	7 797	8 087
CDD	409	318
Contrats en alternance	221	253
Total	8 427	8 658

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2019	2018
Frais de recherche et développement bruts	(33 554)	(34 116)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	10 092	10 283
Total	(23 462)	(23 833)

6.5. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

	2019	2018
Rémunération fondée sur des actions		
- dénouement prévu en actions	(3 173)	(2 514)
- dénouement prévu en trésorerie	(1 301)	(300)
Autres	(3 527)	(5 845)
Total	(8 001)	(8 659)

En 2018, le Groupe a fait bénéficier ses salariés d'un plan de rémunération à long terme fondé sur les actions de l'entité parente du Groupe. Ce plan est composé d'actions gratuites et de performance pour les salariés français et d'un plan « miroir » pour les salariés étrangers.

6.6. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes:

	2019	2018
Inclus dans le coût des ventes	(17 412)	(17 092)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(27 655)	(24 997)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(16 060)	(22 109)
Total	(61 127)	(64 198)

Les dotations liées à l'application de la norme IFRS 16 s'élèvent à 16,3M€ au 31 décembre 2019. Elles sont incluses dans les frais généraux.

6.7. COÛTS DE RESTRUCTURATION

Ce poste regroupe les coûts encourus au titre des différents plans de réduction des effectifs opérés cette année, dont notamment deux PSE en France (sur les segments de l'aluminium - Activité Process Technologies - et de l'industrie générale - Activité High Precision Machines) et des réductions d'effectifs aux États-Unis et au Royaume-Uni (dans les activités servant le marché automobile).

6.8. RÉSULTATS DE CESSIONS ET FRAIS D'ACQUISITIONS

	2019	2018
Résultat de cessions	3 931	(1 930)
dont: cession Fives Stein Manufacturing		(3 245)
cessions courantes	3 931	1 315
Frais d'acquisitions	(78)	(316)
Total	3 853	(2 246)

Le poste résultat de cessions porte principalement sur des cessions d'actifs immobiliers non utilisés.

6.9. RÉSULTAT FINANCIER**Coût de l'endettement financier net**

	2019	2018
Charges financières:		
- sur dettes bancaires brutes	(8 813)	(5 364)
- sur passifs locatifs	(2 833)	(2 155)
Autres charges d'intérêt	(638)	(806)
Étalement des frais d'émission	(315)	(1 040)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(12 599)	(9 365)
Produits d'intérêts et produits assimilés	1 540	1 138
Total	(11 059)	(8 228)

La ligne charges financières sur passifs locatifs» concerne l'ensemble des contrats de locations retraités selon IFRS 16.

Autres produits et charges financiers

	2019	2018
Revenus des participations	842	187
Résultat de change	1 644	7 453
- Profits (pertes) de change	6 377	7 695
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(4 733)	(242)
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(1 074)	(1 022)
Dotation nette aux provisions financières	(580)	(103)
Charges de désactualisation	(136)	(568)
Autres éléments financiers	(628)	(767)
Total	68	5 179

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des emprunts en dollars souscrits par Fives et des prêts intragroupe en devises consentis par Fives:

- en dollars à ses filiales américaines, notamment dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives Bronx en 2010, Fives Machining Systems en 2013 et Fives Lund en 2015 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd, dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.26 au paragraphe «Risque de change».

Les charges de désactualisation sont liées à la désactualisation des passifs financiers de rachat des minoritaires.

6.10. IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS**Analyse de la charge d'impôt**

	2019	2018
CVAE et IRAP	(5 427)	(5 774)
Impôt exigible	(23 979)	(17 146)
Sous-total impôt exigible	(29 406)	(22 920)
Impôt différé	3 360	4 387
Total	(26 046)	(18 534)

Taux effectif d'impôt

	2019	2018
Résultat avant impôt	27 035	14 877
Taux d'impôt de la maison mère	28,00%	28,00%
Charge (produit) d'impôt théorique	(7 570)	(4 166)
Incidence:		
de la CVAE et de l'IRAP	(5 427)	(4 126)
des différences de taux	(298)	(1 709)
Variation des impôts différés actifs non reconnus et pertes non activées	(11 380)	(9 574)
des changements de taux d'impôt et de révision des bases		(2 153)
des différences permanentes et autres éléments	(1 372)	3 194
(Charge)/produit d'impôt	(26 046)	(18 534)

Groupes d'intégration fiscale

Jusqu'au 31 décembre 2018, Novafives, société mère de Fives, était la tête du groupe d'intégration fiscale comprenant l'ensemble des filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95%. Depuis le 1er janvier 2019, Fives et ses filiales font désormais partie du périmètre d'intégration fiscale formé par Fives Orsay. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est désormais constatée dans les comptes de Fives Orsay à compter de l'exercice 2019.

Le Groupe déclare ses résultats au sein d'intégrations fiscales aux États-Unis et en Italie ; l'effet pratique est de considérer l'ensemble des entités membre d'une intégration comme une seule entité fiscale. Le Groupe utilise également le mécanisme du « group relief » en Grande-Bretagne qui permet la compensation des gains et pertes entre entités faisant partie d'un même groupe durant un exercice fiscal.

Impôts différés

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.27.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.18		Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	31.12.19	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif					Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	11 037		(763)	1 765	69	961	13 069	
Déficits fiscaux reportables	24 406		7 390		67	385	32 248	
Réévaluations ⁽¹⁾	5 239	(24 902)	2 128	21	(2 109)	(144)	4 304	(24 070)
Autres différences temporaires	21 954	(7 026)	26	(123)	(238)	373	20 681	(5 711)
Impôts différés actif (passif) bruts	62 637	(31 929)	8 781	1 663	(2 211)	1 575	70 302	(29 781)
Limitation des impôts différés actifs	(2 523)		(5 421)		95	(37)	(7 886)	
Compensation	(24 107)	24 107					(18 701)	18 701
Impôts différés actifs reconnus	36 006	(7 822)	3 360	1 663	(2 116)	1 538	43 715	(11 080)
Impôts différés nets	28 184						32 635	

⁽¹⁾ Principalement relatif aux revalorisations constatées dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de FL Investco en 2013 et à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition aux États-Unis.

6.11. QUOTE-PART DE RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

La société AddUp, joint-venture détenue à 50% par Fives et à 50% par Michelin, a été créée en 2016 dans l'objectif de développer et commercialiser à l'échelle mondiale des machines et des ateliers de production industriels via la technologie de « fabrication additive métallique » (communément appelée impression 3D Métal). Elle est consolidée par mise en équivalence. Le démarrage de cette société s'est accompagné d'un investissement important, qui se poursuivra encore quelques années (de façon moins soutenue toutefois) avant qu'elle n'atteigne son point d'équilibre. Sa contribution au résultat net 2019 du Groupe est donc, comme en 2018, une perte, présentée sur la ligne « quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ».

6.12. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.18 Net	Variation de périmètre	Transfert	Variation de change et autres	31.12.19 Net
Smart Automation Solutions	24 824			89	24 913
High Precision Machines	108 105			2 266	110 371
Process Technologies	116 322			1 559	117 881
Autres					
Total	249 251			3 914	253 165

En cohérence avec la révision exposée en note 6.1, le Groupe a procédé à la réallocation des écarts d'acquisition sur la base de la valeur relative des UGT réorganisées.

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2019 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues:

- plan moyen terme 2020-2023 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% (identique à l'hypothèse du test de l'exercice 2018) ;
- taux d'actualisation: 8,7% (contre 10% pour le test de l'exercice 2018).

Le test n'a pas conduit à constater de pertes de valeurs au 31 décembre 2019.

Analyse de sensibilité

UGT Smart Automation Solutions:

- sensibilité au taux d'actualisation: une hausse du taux d'actualisation de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT High Precision Machines:

- sensibilité au taux d'actualisation: une hausse du taux d'actualisation de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Process Technologies:

- sensibilité au taux d'actualisation: une hausse du taux d'actualisation de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

UGT Autres:

- sensibilité au taux d'actualisation: une hausse du taux d'actualisation de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité au taux de croissance de long terme: une croissance de long terme de 1% ne modifierait pas les conclusions de l'analyse ;
- sensibilité aux flux de trésorerie de long terme retenus: une baisse de 10% des flux terminaux ne réduirait pas la juste valeur de ces UGT à un niveau inférieur à leur valeur comptable.

6.13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	31.12.19			31.12.18		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	108 897	(71 329)	37 568	107 938	(61 679)	46 259
Marques acquises	25 682	(25 182)	500	25 530	(23 843)	1 687
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	72 196	(65 072)	7 124	71 157	(57 878)	13 280
Concessions, brevets et licences	50 949	(36 616)	14 333	47 910	(33 762)	14 148
Autres immobilisations incorporelles	21 920	(13 355)	8 565	21 824	(12 658)	9 166
Total	279 644	(211 554)	68 090	274 361	(189 821)	84 539

Au 31 décembre 2019, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.18	274 361	(189 821)	84 539
Acquisitions	6 327		6 327
Sorties et cessions	(4 292)	4 443	150
Dotations aux amortissements/dépréciations		(23 799)	(23 799)
Reclassements	175	(2)	173
Variations de périmètre	(23)		(23)
Effet des variations de change	3 097	(2 375)	723
Solde au 31.12.19	279 645	(211 554)	68 090

Au 31 décembre 2018, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.17	261 167	(157 986)	103 181
Acquisitions	7 349		7 349
Sorties et cessions	(855)	827	(28)
Dotations aux amortissements/dépréciations		(27 273)	(27 273)
Reclassements	(121)	(290)	(411)
Variations de périmètre	(135)	83	(52)
Effet des variations de change	6 955	(5 182)	1 773
Solde au 31.12.18	274 361	(189 821)	84 539

6.14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	31.12.19			31.12.18		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	26 755	(233)	26 521	27 658	(225)	27 433
Constructions	155 274	(85 280)	69 994	156 815	(82 741)	74 074
Installations techniques, matériel et outillages	200 398	(151 405)	48 994	188 949	(141 603)	47 347
Autres immobilisations	65 205	(46 253)	18 952	62 190	(43 873)	18 317
Droits d'utilisation (locations)	78 565	(29 554)	49 011	63 271	(17 849)	45 422
Immobilisations en cours	5 163		5 163	3 918		3 918
Avances sur immobilisations	559		559	260		260
Total	531 919	(312 725)	219 194	503 061	(286 291)	216 770

Au 31 décembre 2019, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.18	503 061	(286 291)	216 770
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	23 343		23 343
Acquisitions	21 295		21 295
Sorties et cessions	(22 504)	18 259	(4 245)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(40 693)	(40 693)
Reclassements	1 240	(923)	317
Variations de périmètre			
Effet des variations de change	5 484	(3 077)	2 407
Solde au 31.12.19	531 919	(312 725)	219 194

La dotation aux amortissements comprend à hauteur de 16,3M€ l'amortissement des droits d'utilisation au titre des contrats de location, en application de la nouvelle norme IFRS 16.

Au 31 décembre 2018, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.17	438 748	(259 471)	179 277
Impact IFRS 16 au 1 ^{er} janvier 2018	46 530		46 530
Nouveaux droits d'utilisation sur la période	9 473		9 473
Acquisitions	19 860		19 860
Sorties et cessions	(10 459)	9 919	(540)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(38 648)	(38 648)
Reclassements	1 229	(821)	408
Variations de périmètre	(7 199)	5 566	(1 633)
Effet des variations de change	4 878	(2 835)	2 043
Solde au 31.12.18	503 061	(286 291)	216 770

6.15. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

La valeur des actifs financiers courants et non courants s'analyse comme suit :

	31.12.19			31.12.18		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers évalués au coût amorti						
Créances rattachées à des participations	472	32 646	33 118	286	46 059	46 345
Autres actifs financiers	2 754	3 556	6 310	1 838	3 429	5 267
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						
Autres titres de participation		9 368	9 368		8 570	8 570
Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net						
Autres actifs financiers	1 199	1 407	2 606	1 225	1 045	2 270
Instruments dérivés	1 359		1 359	1 675		1 675
Titres mis en équivalence		5 023	5 023		1 575	1 575
Actifs financiers	5 784	52 001	57 785	5 024	60 678	65 702

La société AddUp (voir note 6.11) contribue pour un montant de 30,2 M€ aux Créances rattachées à des participations.

La variation de la valeur brute des autres titres de participation inclut une diminution de juste valeur de 144 k€ au 31 décembre 2019 (141 k€ nets d'impôt).

L'échéancier des actifs financiers non courants (hors autres titres et titres mis en équivalence) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2019:

	31.12.19		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	32 646	32 646	
Autres actifs financiers	4 963	2 770	2 193
Total	37 609	35 416	2 193

6.16. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

L'évolution de la valeur des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit:

	31.12.19			31.12.18		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	89 515	(13 006)	76 509	75 358	(11 619)	63 739
Encours de production sur contrats à l'achèvement	71 053	(2 543)	68 511	94 095	(2 015)	92 080
Produits intermédiaires et finis	42 594	(8 669)	33 925	45 956	(9 630)	36 326
Total	203 163	(24 217)	178 946	215 410	(23 265)	192 145

6.17. ACTIFS ET PASSIFS DE CONTRATS

La valeur des actifs et passifs de contrats s'analyse comme suit:

	31.12.19		31.12.18	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Contrats à l'avancement				
Actifs de contrats	221 546		155 007	
Passifs de contrats		(169 789)		(275 554)
Net	51 757		(120 546)	
Contrats à l'achèvement				
Passifs de contrats à l'achèvement		(46 568)		(52 753)

6.18. CRÉANCES CLIENTS

Les valeurs brutes et nettes des créances clients se présentent comme suit:

	31.12.19			31.12.18		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Total des créances clients	380 590	(7 319)	373 271	413 850	(7 131)	406 719
Total	380 590	(7 319)	373 271	413 850	(7 131)	406 719

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres*	Clôture
2019	(7 131)	(1 457)	905	(56)	420	(7 319)
2018	(7 105)	(1 912)	1 642	(65)	308	(7 131)

* résultant notamment des mouvements de périmètre

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2019 :

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2019	373 271	266 234	58 982	22 795	25 260
2018	406 719	291 976	61 256	29 749	23 738

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque spécifique de non-recouvrement.

6.19. AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur des autres actifs courants s'analyse comme suit :

	31.12.19	31.12.18
Créances fiscales	69 652	68 628
Avances et acomptes versés	31 159	20 301
Créances diverses	17 303	12 442
Charges constatées d'avance	9 297	9 156
Total	127 411	110 527

6.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.19	31.12.18
Équivalents de trésorerie	4 297	6 531
Disponibilités	106 231	141 475
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	110 528	148 006

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	141						4 156	4 297
Disponibilités	28 393	14 635	1 274	31 517	8 945	13 993	7 474	106 231
Total 31.12.19	28 534	14 635	1 274	31 517	8 945	13 993	11 630	110 528
Swaps de change	(47 352)	(7 917)	(5 882)		61 151			
Total 31.12.19 avant swaps	(18 818)	6 718	(4 608)	31 517	70 096	13 993	11 630	110 528

Au 31 décembre 2018, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	130	3 403					2 998	6 531
Disponibilités	77 189	9 136	1 484	18 171	26 064	1 381	8 050	141 475
Total 31.12.18	77 319	12 539	1 484	18 171	26 064	1 381	11 048	148 006
Swaps de change	(41 081)	(17 527)		2 098	48 498	7 545	467	
Total 31.12.18 avant swaps	36 238	(4 988)	1 484	20 269	74 562	8 926	11 515	148 006

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des devises majeures et sont disponibles pour le Groupe.

6.21. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie nette des concours bancaires

	31.12.19	31.12.18
Équivalents de trésorerie	4 297	6 531
Disponibilités	106 231	141 475
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	110 528	148 006
Concours bancaires courants	(1 260)	(1 079)
Total	109 268	146 927

Besoin en fonds de roulement et provisions courantes

	31.12.19	31.12.18	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(178 946)	(192 145)	15 516	(2 317)
Actifs de contrats	(221 546)	(155 007)	(64 466)	(2 073)
Créances clients	(373 271)	(406 719)	38 421	(4 973)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(127 922)	(110 836)	(22 650)	5 564
Passifs de contrats	216 357	328 307	(117 244)	5 294
Fournisseurs et comptes rattachés	466 353	375 737	86 855	3 761
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	182 516	175 840	6 919	(243)
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	(36 458)	15 177	(56 649)	5 013
Provisions courantes	76 874	73 718	(983)	4 139
Besoin en fonds de roulement	40 416	88 895	(57 632)	9 152

* résultant principalement des effets de l'application d'IFRS 16, de la revalorisation des sous-jacents en application d'IFRS 9 et de la conversion.

6.22. CAPITAUX PROPRES

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2019 de la société Fives est composé de 2 185 612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102 723 764€.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.23. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.18	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.19
Garantie	35 386	22 646	(12 788)	(13 829)	416	2 138	33 969
Litiges sur contrats	4 205	1 647	(1 558)	(707)	25	(475)	3 137
Pertes futures sur contrats	1 930	588	(876)	(498)	25		1 169
Charges sur commandes terminées	24 660	19 812	(12 984)	(5 378)	190	(1 001)	25 299
Autres provisions pour risques et charges-part courante	7 537	14 726	(6 977)	(1 798)	72	(260)	13 300
Total provisions courantes	73 718	59 419	(35 183)	(22 210)	728	402	76 874
Retraites	49 235	4 601	(6 275)	(240)	1 034	9 835	58 190
Autres avantages postérieurs à l'emploi	6 138	611	(1 025)	(127)	20	(3)	5 614
Autres provisions - part non courante	4 183	2 676	(217)	(204)	7	(2 293)	4 152
Total provisions non courantes	59 555	7 888	(7 517)	(571)	1 060	7 538	67 953

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats à l'achèvement, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Point de suivi concernant la société Fives Nordon:

Fives Nordon intervient pour le compte de Framatome et dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprises solidaires (GMES) sur le chantier de l'EPR de Flamanville. En décembre 2018, Framatome avait transmis une réclamation au GMES portant notamment sur la prise en charge de coûts afférents à la mise en conformité de diverses soudures du circuit secondaire principal de l'EPR, à laquelle le GMES avait répondu début mars 2019. Jugeant cette réclamation infondée, Fives Nordon n'avait constitué aucune provision dans ses comptes annuels 2018.

La réclamation de Framatome a été clôturée à fin septembre 2019. La clôture de cette réclamation est sans incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2019, confirmant ainsi le traitement qui avait été retenu pour la clôture des comptes au 31 décembre 2018.

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel (notamment le TFR en Italie et les médailles du travail en France) et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises et japonaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.19	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,0%	2,1%	2,8%	0,3%	0,8%	7,3 - 7,7%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,1%	NA	NA	NA	7,3 - 7,5%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

31.12.18	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	1,7%	2,9 - 3%	3,9%	0,3%	1,8%	7,3 - 7,7%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	2,9 - 3%	NA	NA	NA	7,3 - 7,5%
Taux d'augmentation des salaires	1,7%	NA	NA	2%	NA	5 - 8,5%

La valeur actuelle totale des obligations futures (Defined Benefit Obligation) s'élève à 109 262k€ au 31 décembre 2019. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2019, l'engagement net à cette date s'établit à 58 190k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 2 970k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 1 895k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 075k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à 9 877k€, hors effet d'impôt, résultant d'une baisse généralisée des taux d'actualisation par rapport au 31 décembre 2018.

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite				Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier 2019	24 382	6 924	55 501	2 934	1 504	598	91 844
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 591		325	15	196	87	2 215
Effet de l'actualisation	404	263	1 663	38		19	2 387
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime	(282)		(325)	(3)			(610)
Entrée / Sortie de périmètre	2						2
Prestations payées	(1 595)	(716)	(2 069)	(87)	(131)		(4 598)
Nouveaux écarts actuariels	2 778	(125)	11 710	283		(3)	14 643
Écart de change et autres	(5)	135	3 203		48	(1)	3 380
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.19	27 275	6 481	70 009	3 180	1 617	700	109 262
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier 2019			42 104			505	42 609
Rendement réel des actifs du régime			6 049			33	6 082
Cotisations versées par l'employeur			2 398			15	2 413
Cotisations versées par les salariés						15	15
Réduction / Liquidation de régime			(325)				(325)
Entrée / Sortie de périmètre							
Prestations versées par le régime			(2 069)				(2 069)
Écart de change et autres			2 351			(4)	2 347
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.19			50 509			564	51 072
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	136	58 190
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.19	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	136	58 190
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE SUR L'EXERCICE							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 591		325	15	196	87	2 215
Effet de l'actualisation	404	263	1 663	38		19	2 387
Rendement attendu des actifs du régime			(1 282)			(30)	(1 313)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(282)			(3)			(285)
Charge périodique nette comptabilisée en 2019	1 713	263	706	50	196	76	3 004
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier	24 382	6 924	13 397	2 934	1 504	93	49 234
Cotisations versées par l'employeur			(2 398)			(28)	(2 426)
Charge périodique nette comptabilisée	1 713	263	706	50	196	76	3 004
Prestations payées directement par l'employeur	(1 595)	(716)		(87)	(131)		(2 529)
Entrée / Sortie de périmètre	2						2
Écarts actuariels	2 778	(125)	6 944	283		(2)	9 877
Écart de change et autres	(5)	135	852		48	(1)	1 029
Provision au bilan au 31.12.19	27 275	6 481	19 500	3 180	1 617	137	58 190

	Engagements de retraite au 31/12/2018						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier retraité	25 102	7 158	59 841	4 352	1 410	563	98 427
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 603		242	18	202	36	2 102
Effet de l'actualisation	367	223	1 563	86		4	2 242
Cotisations versées par les salariés							
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime	(361)		(242)				(603)
Entrée / Sortie de périmètre	(577)					(0)	(577)
Prestations payées	(2 307)	(682)	(2 604)	(1 541)	(209)		(7 343)
Nouveaux écarts actuariels	560	(96)	(2 853)	17		12	(2 360)
Écart de change et autres	(5)	322	(446)	2	100	(17)	(43)
Valeur actualisée de l'obligation au 31.12.18	24 382	6 924	55 501	2 934	1 504	598	91 844
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			45 724	747		454	46 925
Rendement réel des actifs du régime			(2 029)	(47)		12	(2 064)
Cotisations versées par l'employeur			1 593			17	1 610
Cotisations versées par les salariés							
Réduction / Liquidation de régime			(242)			37	(205)
Entrée / Sortie de périmètre							
Prestations versées par le régime			(2 604)	(700)			(3 304)
Écart de change et autres			(337)			(15)	(352)
Juste valeur des actifs du régime au 31.12.18			42 104			505	42 609
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	24 382	6 924	13 397	2 934	1 504	93	49 235
Montant net comptabilisé en provision au 31.12.18	24 382	6 924	13 397	2 934	1 504	93	49 235
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2018							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 603		242	18	202	36	2 102
Effet de l'actualisation	367	223	1 563	86		4	2 242
Rendement attendu des actifs du régime			(1 208)			(12)	(1 220)
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(361)					(37)	(398)
Charge périodique nette comptabilisée en 2018	1 609	223	597	104	202	(9)	2 726
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	25 102	7 158	14 117	3 605	1 410	109	51 502
Cotisations versées par l'employeur			(1 593)			(17)	(1 610)
Charge périodique nette comptabilisée	1 609	223	597	104	202	(9)	2 726
Prestations payées directement par l'employeur	(2 307)	(682)		(841)	(209)		(4 039)
Entrée / Sortie de périmètre	(577)						(577)
Écarts actuariels	560	(96)	384	64		12	924
Écart de change et autres	(5)	322	(109)	2	100	(2)	309
Provision au bilan au 31.12.18	24 382	6 924	13 397	2 934	1 504	93	49 235

Tableau des fonds investis

	2019		2018	
	Montant	%	Montant	%
Actions	40 603	80%	34 017	79%
Obligations et assimilés	8 534	17%	6 723	16%
Monétaire	1 358	3%	1 544	4%
Fonds diversifiés	577	1%	325	1%
Valeur de marché des fonds investis	51 072	100%	42 609	100%

Valeur actuelle des engagements

	31.12.19	31.12.18
Valeur de l'obligation	109 262	91 844
Valeur de marché des fonds investis	(51 072)	(42 609)
Valeur actuelle des engagements	58 190	49 235

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2019		2018	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	938	3,50%	808	3,31%
États-Unis	539	8,32%	114	1,65%
Royaume-Uni	3 932	5,62%	3 032	5,16%
Allemagne	136	4,29%	133	4,52%
Japon	1	0,06%	1	0,07%
Inde	1	0,11%	7	0,56%

6.24. DETTES FINANCIÈRES COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.19			31.12.18		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	80 751	61 773	142 524	87 945	37 912	125 857
Frais d'émission	(1 408)		(1 408)	(1 629)		(1 629)
Passifs de location	35 379	13 581	48 960	31 459	12 538	43 997
Autres dettes envers les établissements de crédit		22 446	22 446		11 337	11 337
Intérêts courus et charge d'intérêt anticipée		975	975		603	603
Instruments dérivés passifs		2 920	2 920		2 864	2 864
Autres dettes financières		2 434	2 434		24 653	24 653
Comptes créditeurs de banques		1 260	1 260		1 078	1 078
Total dettes financières	114 722	105 389	220 111	117 775	90 986	208 761

Le poste « Emprunts auprès des établissements de crédit » au 31 décembre 2019 inclut notamment :

- Le tirage du prêt à conditions préférentielles souscrit en juin 2018 auprès de la BEI (Banque Européenne d'Investissement), comptabilisé à sa juste valeur pour un montant de 68,5 M€. Ce contrat de prêt de 80 M€ porte sur les efforts de Recherche et Développement (R&D) du Groupe au sein de l'Union Européenne. Il est à taux fixe sur une durée de 10 ans, amortissable après une période de grâce de 3 ans. Conformément à IAS 20, la différence entre le nominal du prêt et sa juste valeur est comptabilisée comme une subvention, portant sur les dépenses de R&D du Groupe des exercices 2018 à 2021, et étalée sur cette période.
- Le tirage de la ligne de crédit renouvelable à hauteur de 46,5 M€, figurant en dettes financières courantes.

Les autres dettes financières correspondent aux montants empruntés dans le cadre de la convention de trésorerie auprès de la maison-mère Novafives.

Variation par nature des dettes financières

	31.12.19	31.12.18		Détails des autres variations						
		Variation incluse dans le flux de financement	Autres variations	Changement de méthode	Périmètre	Conversion	Impact revalo IFRS 9	Nouvelle dette de location	Capitalisation des intérêts au TIE	Charge d'intérêts
Emprunts auprès des établissements de crédit	142 524	125 857	14 156	2 511		810			374	
Frais d'émission	(1 408)	(1 629)	(94)	315						315
Passifs de location	48 960	43 997	(17 107)	22 070	(2 899)	1 508	284		23 087	91
Autres dettes envers les établissements de crédit	22 446	11 337	11 108	1						1
Autres passifs financiers	2 434	24 653	(22 177)	(42)			45		(374)	287
Intérêts courus	975	603	(10 636)	11 008			1			11 007
Instruments dérivés passifs	2 920	2 864		55			57	(2)		
Comptes créditeurs de banques	1 260	1 078								
Total passifs financiers	220 111	208 761	(24 750)	35 918	(2 899)	1 508	1 197	(2)	23 087	13 028

Répartition de la dette par taux (avant opération de couverture)

	31.12.19			31.12.18		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	79 936	62 588	142 524	75 076	50 781	125 857
Frais d'émission	(1 408)		(1 408)	(1 629)		(1 629)
Passifs de location	48 959		48 960	42 495	1 502	43 997
Autres dettes envers les établissements de crédit		22 446	22 446		11 337	11 337
Autres dettes financières		2 434	2 434		24 653	24 653
Intérêts courus	975		975	603		603
Total emprunts et dettes financières	128 462	87 468	215 931	116 545	88 273	204 818

Répartition de la dette par devises

	31.12.19					31.12.18				
	Euros	USD	GBP	Autres	Total	Euros	USD	GBP	Autres	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	116 742	15 417		10 365	142 524	71 506	40 752	6 708	6 891	125 857
Frais d'émission	(1 333)	(75)			(1 408)	(1 610)	(21)			(1 631)
Passifs de location	30 248	9 658	1 032	8 022	48 960	33 993	4 681	754	4 569	43 997
Autres dettes financières	2 434				2 434	24 653				24 653
Autres dettes envers les établissements de crédit	22 446				22 446	11 337				11 337
Intérêts courus	795	148		32	975	409	186		9	604
Total emprunts et dettes financières	171 332	25 148	1 032	18 419	215 931	140 288	45 598	7 462	11 469	204 818

6.25. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

Le détail des autres passifs non courants est le suivant :

	31.12.19	31.12.18
Dettes envers le personnel	4 113	2 255
Dettes diverses	555	657
Produits constatés d'avance	7 416	10 352
Total	12 084	13 264

Autres passifs courants

Le détail des autres passifs courants est le suivant :

	31.12.19	31.12.18
Dettes fiscales et sociales	124 836	130 146
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	1 170	830
Dette d'acquisition de participations		6 132
Dette estimée sur complément de prix		596
Dettes diverses	46 573	32 507
Total	172 579	170 211

6.26. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Président. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée. Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêté, la juste valeur des produits dérivés, sans prise en compte de la décote non significative liée au risque de contrepartie, se répartit de la façon suivante :

	31.12.19		31.12.18	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	1 359	2 920	1 675	2 864
Non éligibles à la comptabilité de couverture				

Il n'existe pas d'instrument dérivé de couverture du risque de taux au 31 décembre 2019, comme au 31 décembre 2018.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières, incluant notamment les intérêts à payer.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêté pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	164 970	91 320	3 406	11 918	11 918	11 914	34 494
Autres dettes financières	2 434	2 434					
Passifs de location	48 960	13 907	9 809	6 682	5 527	4 452	8 582
Total dettes brutes à long terme	216 364	107 661	13 215	18 600	17 445	16 366	43 076
Frais d'émission	(1 408)	(340)	(263)	(263)	(263)	(252)	(27)
Total dettes à long terme	214 956	107 321	12 952	18 337	17 182	16 114	43 049
Intérêts sur dettes à long terme		3 745	3 531	2 751	2 331	1 911	3 476

Cette analyse exclut les actifs financiers et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élevaient respectivement à 110,5 M€ et 373,3 M€ au 31 décembre 2019. Il est rappelé que le Groupe dispose d'une ligne de crédit renouvelable de 115 M€ utilisable à toutes fins jusqu'en décembre 2024. L'utilisation de cette ligne est libre jusqu'à 50 M€, et soumise au-delà au test d'un ratio de levier trimestriel, test qui n'a pas trouvé à s'appliquer au cours de l'exercice 2019. Cette ligne est tirée à hauteur de 46,5 M€ au 31 décembre 2019.

Risque de taux d'intérêt

Les trois tranches tirées sur le prêt consenti par la BEI en juin 2018 pour un total de 80 M€ ont été chacune souscrites à taux fixe.

La dette à taux variable de 87,5 M€ est inférieure au montant de la trésorerie active de 111 M€.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée, d'une part, des diverses tranches de dette bancaire externe souscrites et d'autre part, de l'encours de dette constitué auprès de Novafives au titre de la gestion de trésorerie centralisée.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2020 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant des dettes financières au 31 décembre 2019 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer au cours de l'année 2020 ; aucune mise en place d'instruments de couverture du risque de taux ne sera réalisée ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2019 ;
- le Groupe garde accès à des comptes courants auxquels ne s'appliquent pas des taux négatifs.

Dans un potentiel environnement de taux négatifs, l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1%, d'une part, et avec une baisse de 1%, d'autre part. L'analyse tient également compte des planchers contractuels applicables aux taux de référence des emprunts du Groupe.

	Impact du calcul de sensibilité	
	- 1%	+ 1%
Dettes à taux variable	12	(58)
Trésorerie placée à taux variable		747
Impact résultat	12	689

Le résultat 2020 ne serait pas significativement impacté par une baisse des taux d'intérêts de 1%. Une hausse des taux d'intérêt de 1% aurait un impact positif de 0,7 M€, la hausse de la rémunération de la trésorerie venant compenser la charge d'intérêt additionnelle sur la dette à taux variable.

Risque de change

Dettes financières en devises

Le Groupe a contracté de la dette financière en dollars pour financer ses acquisitions et ses activités aux États-Unis. La dette financière en dollars, détenue en France, représente une exposition au risque de change de 10 M\$.

Par ailleurs, dans le passé, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises ou la holding du groupe aux US.

Le nominal exposé au risque de change sur ces prêts s'élevait à 200,3M\$ au 31 décembre 2019.

L'exposition nette du Groupe s'élève donc à 190,3M\$.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le nominal exposé s'élevait à 27M£ au 31 décembre 2019.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le JPY/EUR et le CNY/EUR.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices Bpifrance Assurance Change (filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans la monnaie de présentation de celui-ci (euro).

Exposition au 31 décembre 2019, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2020

Le nominal des prêts d'acquisition libellés en USD, s'élève à 200,3M\$ au 31 décembre 2019, le produit prévisionnel d'intérêts 2020 à 12,8M\$, soit une exposition nette des couvertures contractées de 213,2M\$ ou 189,7M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. Les prêts d'acquisition sont adossés à des emprunts externes à hauteur de 10M\$ de nominal, auxquels se rattache une charge d'intérêt prévisionnelle pour 2020 de 0,2M\$, soit une position nette de 10,2M\$, ou 9M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice.

La position des prêts d'acquisition libellés en USD, nets des emprunts, y compris intérêts nets est ainsi de 203M\$ ou 180,7M€ après conversion au taux de clôture de l'exercice et déduction des couvertures contractées.

Le nominal du prêt à Fives UK Holding Ltd. est de 27M£, le produit d'intérêt prévisionnel 2020 de 1,3M£, soit une exposition brute de 28,2M£, soit 33,2M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

La sensibilité de ces expositions en devises à une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP serait la suivante en 2020 :

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
<i>Cours de clôture</i>	1,0234	1,1234	1,2234
Créance nette après couverture	198,3	180,7	165,9
Impact résultat 2019	17,6		(14,8)
Prêts GBP			
<i>Cours de clôture</i>	0,7508	0,8508	0,9508
Créance nette après couverture	37,6	33,2	29,7
Impact résultat 2019	4,4		(3,5)
Total impact résultat 2019	22,0		(18,3)

Exposition nette au 31 décembre 2019, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2020

Les cash-flows attendus en 2020 au titre des prêts intra-groupe d'acquisition libellés en USD (échéances d'intérêts et capital), en considérant un respect des échéanciers contractuels en place, s'élèvent à 36,5M\$. Par ailleurs, le service 2020, en capital et en intérêts, des emprunts externes contractés en USD, est de 10,2M\$.

L'exposition cash sur les flux de trésorerie prévisionnels en USD en 2020, nette des couvertures contractées, ressort donc à 26,3M\$, soit 23,4M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Les flux de trésorerie attendus en 2020 au titre du prêt de Fives à Fives Holding UK sont de 4,6M€, soit 5,4M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, le Groupe mène une gestion attentive du risque de crédit sur ses créances commerciales, détaillée en note 6.18.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement déposés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.27. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. À l'exception de la dette obligataire, le Groupe n'a pas identifié de différences significatives entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents actifs et passifs financiers du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Les obligations émises en 2018 sont cotées à la bourse de Luxembourg. Leur valeur apparente au 31 décembre 2019 est environ égale à 80% du nominal.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau 1 et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau 2. Les passifs liés aux acquisitions (dettes de complément de prix et engagements de rachat) rentrent dans la catégorie de niveau 3.

6.28. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.19	31.12.18
Engagements donnés	293 183	288 817
Engagements reçus	35 668	59 947

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

Nantissements

À la sûreté et en garantie des obligations (i) de Novafives en qualité d'émetteur au titre de l'émission obligataire en date du 26 avril 2018 et (ii) de Novafives et de Fives en qualité d'emprunteurs au titre du contrat de crédit renouvelable en date du 26 avril 2018, Novafives a notamment consenti, au profit des prêteurs obligataires et des prêteurs du contrat de crédit renouvelable, un nantissement de compte-titres portant sur l'ensemble des titres qu'elle détient.

6.29. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement:

- les actionnaires de Fives;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées du fait de leur très faible importance.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2019, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses filiales par le Président et les membres du comité de Direction Générale, soit 11 personnes au total, se sont élevées à 2 926 k€.

6.30. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des périodes arrêtées au 31 décembre 2019 et 2018 s'élève respectivement à :

	2019			2018		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	721	178	899	803	107	910
Ernst & Young	762	106	868	806	194	1 000
Autres	567		567	658		658
Total	2 051	284	2 334	2 267	301	2 568

6.31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Entre le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, et le 27 mars 2020, date d'arrêt des comptes par le Président, est survenue la crise sanitaire du coronavirus.

À ce stade, il est difficile de mesurer les impacts sur l'activité ; le Groupe met en place les mesures appropriées pour ses employés et pour répondre au mieux aux besoins de ses clients.

6.32. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
HOLDINGS ET FILIALES NON AFFECTÉES AUX SECTEURS OPÉRATIONNELS				
Fives *	Paris, France			Société Mère
FI 2006 *	Paris, France	IG	100,00	100,00
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00
Fives Inc.	États-Unis	IG	100,00	100,00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100,00	100,00
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Shanghai Fives Automation & Processing Equipment Co., Ltd.	Chine	IG	100,00	100,00
Fives Japan K.K.	Japon	IG	100,00	100,00
Fives Maintenance *	Montévrain, France	IG	100,00	100,00
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	100,00	100,00
AddUp SAS	Cébazat, France	MEE	50,00	50,00
SMART AUTOMATION SOLUTIONS				
Fives Intralogistics SAS *	Grigny, France	IG	100.00	100.00
Fives Syleps*	Lorient, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying *	Montévrain, France	IG	100.00	100.00
Fives Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic *	Héricourt, France	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cinetic Mexico SA de CV	Mexique	IG	100.00	100.00
Fives Intralogistics K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
HIGH PRECISION MACHINES				
Fives Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Lund LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Liné Machines Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Landis Limited	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Landis GmbH	Allemagne	IG	100.00	100.00
Fives Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Corporation	Japon	IG	100.00	100.00
Daisho Seiki Korea Co., Ltd.	Corée du Sud	IG	100.00	85.46
Daisho Seiki American Corporation	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing K.K.	Japon	IG	100.00	100.00
Fives Filling & Sealing *	Le Bignon, France	IG	100.00	100.00
PROCESS TECHNOLOGIES				
Fives FCB *	Villeneuve d'Ascq, France	IG	100.00	100.00
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	100.00	99.90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	100.00	85.18
Fives Pillard España S.A.U.	Espagne	IG	100.00	85.18

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.46
Fives Combustion Systems Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Cail *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	40.00	40.00
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion France SAS*	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands BV	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
North American Construction Services Ltd.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	100.00	100.00
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	100.00
Fives Cryo Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Itas S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives OTO S.P.A.	Italie	IG	100.00	100.00
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	100.00	100.00
Fives DMS *	Lezennes, France	IG	100.00	100.00
Fives ST Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Steel Spain SA	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives Keods *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	100.00	100.00
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	100.00	100.00
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Stein Metallurgical Technology (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
Fives Solios *	Le Pecq, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Le Pecq, France	IG	100.00	100.00
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf S.P.C.	Bahreïn	IG	100.00	100.00
Fives Solios Corp.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Solios Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Southern Africa (Pty) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	100.00
Fives ECL *	Ronchin, France	IG	100.00	100.00
Fives Services Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Services Gulf DMCC	Émirats Arabes Unis	IG	100.00	100.00
Fives Services Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	100.00
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Orsay.

IG: sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE: sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2019

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Tour First - TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS
Tour Majunga
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux associés de la société Fives,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Fives relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 27 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Comme il est décrit dans les notes 2.5, 2.9 et 2.14 de l'annexe aux comptes consolidés, les écarts d'acquisitions font l'objet d'un test de dépréciation. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciations ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.
- Comme il est indiqué dans les notes 2.5, 2.18, 2.19 et 2.20 de l'annexe aux comptes consolidés, les résultats sur les contrats de construction et les contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement de ces contrats. Ces estimations sont effectuées sur chaque contrat sous le contrôle de la direction. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance des processus mis en place dans ce cadre, à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à comparer ces estimations comptables clés des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

- Comme il est indiqué dans les notes 2.5 et 2.27 de l'annexe aux comptes consolidés, les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 27 mars 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 30 mars 2020

Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Pierre Jouanne

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

TEXTE DES RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la Société arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 28 832 288,66€.

L'Assemblée générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 72 603 € ainsi que l'impôt correspondant ressortant à 22 507 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 28 832 288,66€ en totalité au poste report à nouveau ce qui aura pour effet d'en porter le montant à 312 498 908,70€.

L'Assemblée générale constate qu'il n'a pas été distribué de dividende au titre des trois exercices précédents.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2019,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la Société arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de (22 817) k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce, approuve les termes de ce rapport.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Président.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des décisions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion au Directeur Général Délégué.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs à LEXTENSO-PETITES AFFICHES à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales et réglementaires de publicité.

Fives

S.A.S. au capital de 102 723 764 €
Siège social: 3 rue Drouot, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, Le Square
Copyright © 2020 - Fives - Tous droits réservés

